

SIDEKICK 4X4
1994
16 495\$
- 1500\$
14 995\$
ACADIA
SUZUKI
4480, 1re Avenue, Châteauguay 623-9861
Transport, préparation et taxes en sus.
SUZUKI
ça tourne bien!

LE SOLEIL

Les Industries Tolbec Inc.
**REVÊTEMENT
TÔLE ÉMAILLÉE
TOLBEC**
Tél.: (418) 872-3738
1780, route de l'Aéroport, Sainte-Foy
C.P. 70, L'Ancienne-Lorette G2L 3M2

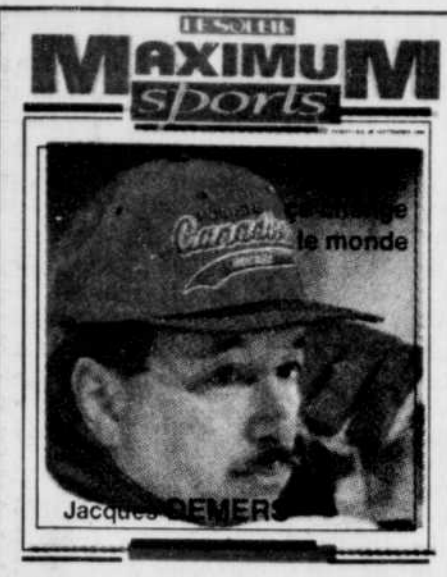
SAMEDI 25 SEPTEMBRE 1993

QUÉBEC, 97^e ANNÉE, NO 265
116 PAGES, 7 CAHIERS + 1 TABLOID

LIVRAISON À DOMICILE (7 JOURS) **3.50** T.P.S. 0.24 T.V.Q. 0.30 **4.04**

MONTREAL - OTTAWA **1.50** Plus T.P.S. T.V.Q.

1,35\$ Plus T.P.S. T.V.Q.



À ne pas manquer demain dans notre cahier-magazine Maximum Sports : Guy Lafleur à la défense du Stade olympique et des dirigeants des Expos, Jacques Demers reconnaît que la Coupe Stanley a changé son monde et l'année de vérité pour Manon Rhéaume. Aussi des trucs pour réussir votre saison de chasse de la perdrix.

Peter Forsberg ne prévoit pas « d'embûches » pour signer

« Je vais vraisemblablement signer un contrat avec les Nordiques de Québec demain (aujourd'hui), » a déclaré Forsberg à un journaliste suédois. **S-2**

LES ARTS

Gilles Vigneault raconteur sur la scène et dans la rue

Gilles Vigneault ne peut s'empêcher de raconter des histoires. Pour son prochain spectacle, il en aura encore beaucoup avec de nouveaux personnages. **E-1**

LE QUÉBEC

Le nouveau Code civil québécois

Dès le 1^{er} janvier, le nouveau Code civil québécois entrera en application. Pour vous permettre de mieux le connaître, un guide est inséré dans LE SOLEIL. Texte page **C-11**

L'ÉDITORIAL

À quoi sert une campagne électorale ?

La gaffe de Kim Campbell sur la réforme des programmes sociaux trop importante pour qu'on en discute pendant la campagne électorale soulève la question. **A-16**

L'INDEX

Annonces classées	F-6 à F-9, G-8 à G-16
Arts	E-1 à E-17
Bridge	F-5
Bonne chère	F-1 à F-4
Carrières	D-1 à D-5
Décès	F-9 à F-11
Dossier	A-17
Économie	B-1 à B-5, B-8
Éditorial	A-16
Habitat	G-1 à G-7
Horoscope / mot mystère	F-11
Le Monde	C-12 à C-15
Le monde des fonctionnaires	A-12
Michel David	A-16
Mot fléchi	F-5
Où aller à Québec	E-17
Tourisme	C-1 à C-10

TABLOID SPORT	S-1 à S-13
Bandes dessinées	S-15
Ce soir à la télé	S-16
Feuilleton	S-14
Mots croisés	S-14

LA MÉTÉO

Aujourd'hui : Ensoleillé, venteux par moments avec températures douces, maximum 19 et minimum 7.

Demain : Ennuagement en matinée suivi de quelques averses en après-midi, maximum 11. **S-16**

Libéraux bons premiers

QUÉBEC — Le difficile début de campagne de Kim Campbell profite aux libéraux, qui détiennent actuellement une avance pouvant leur permettre d'espérer un gouvernement majoritaire selon les données du dernier Gallup.

par **PIERRE-PAUL NOREAU**
LE SOLEIL

L'équipe libérale de Jean Chrétien obtient en effet à la fin septembre 37 % des intentions de vote des Canadiens, une baisse de trois points par rapport au mois précédent.

Les conservateurs ont pour leur part connu un début de campagne électorale désastreux si on en croit la réaction

des Canadiens qui ne sont plus que 30 % à les appuyer, par rapport à 36 % il y a un mois.

Il faut noter que cette enquête a été réalisée avant la toute dernière controverse de la campagne relativement aux changements qui pourraient subir les programmes sociaux.

Le Reform Party et le Bloc québécois se sont eux aussi accaparé d'une partie du vote des

conservateurs déçus. La formation de Preston Manning est passée de 7 à 13 % au plan national, pendant que l'équipe de Lucien Bouchard grimpa de 6 à 10 % selon le Gallup.

Le Nouveau Parti démocratique est le seul parti à être demeuré immobile malgré le déclenchement des élections. Il n'y a toujours que 8 % des Canadiens à suivre Audrey McLaughlin, soit le même qu'en juillet et qu'en août. Le Parti national de Mel Hurtig obtient quant à lui 2 %.

Bloc en tête

Pour ce qui est des résultats régionaux, le Parti libéral domi-

ne très largement la scène dans la province clé de l'Ontario, de même que dans l'ensemble des Maritimes. L'équipe Chrétien détient une assez bonne avance en Colombie-Britannique, et se retrouve au coeur de la lutte avec les conservateurs dans les Prairies.

Au Québec, Gallup donne le Bloc québécois solidement en avance avec 38 % des intentions de vote, contre 29 % chacun pour les libéraux et les conservateurs.

Le Bloc se signale aussi par la fermeté de ses appuis si on en croit les analystes de Gallup qui ont cherché à vérifier par une question supplémentaire les possibilités de transfert en cours de route. À 65 %, les partisans du parti dirigé par Lucien Bouchard qualifient leur vote de très ferme et à 27 % d'assez ferme. Par comparaison, chez les libéraux, le vote est très ferme à 38 % et assez ferme à 39 %, alors que chez les conservateurs les pourcentages sont de 33 et 47 %.

Ce sondage Gallup a été réalisé entre le 17 et le 23 septembre sur la base de 1015 entrevues téléphoniques auprès d'adultes canadiens. Avec un échantillon de cette taille, la marge maximale d'erreur reconnue est de 3,1 %, dans 19 cas sur 20. Dans le cas des résultats régionaux, cette marge s'accroît sensiblement compte tenu de l'échantillon limité. Ain-

SONDAGE GALLUP

ÉLECTIONS '93

QUESTION : Si des élections fédérales avaient lieu aujourd'hui, le candidat de quel parti seriez-vous le plus prêt à appuyer ?

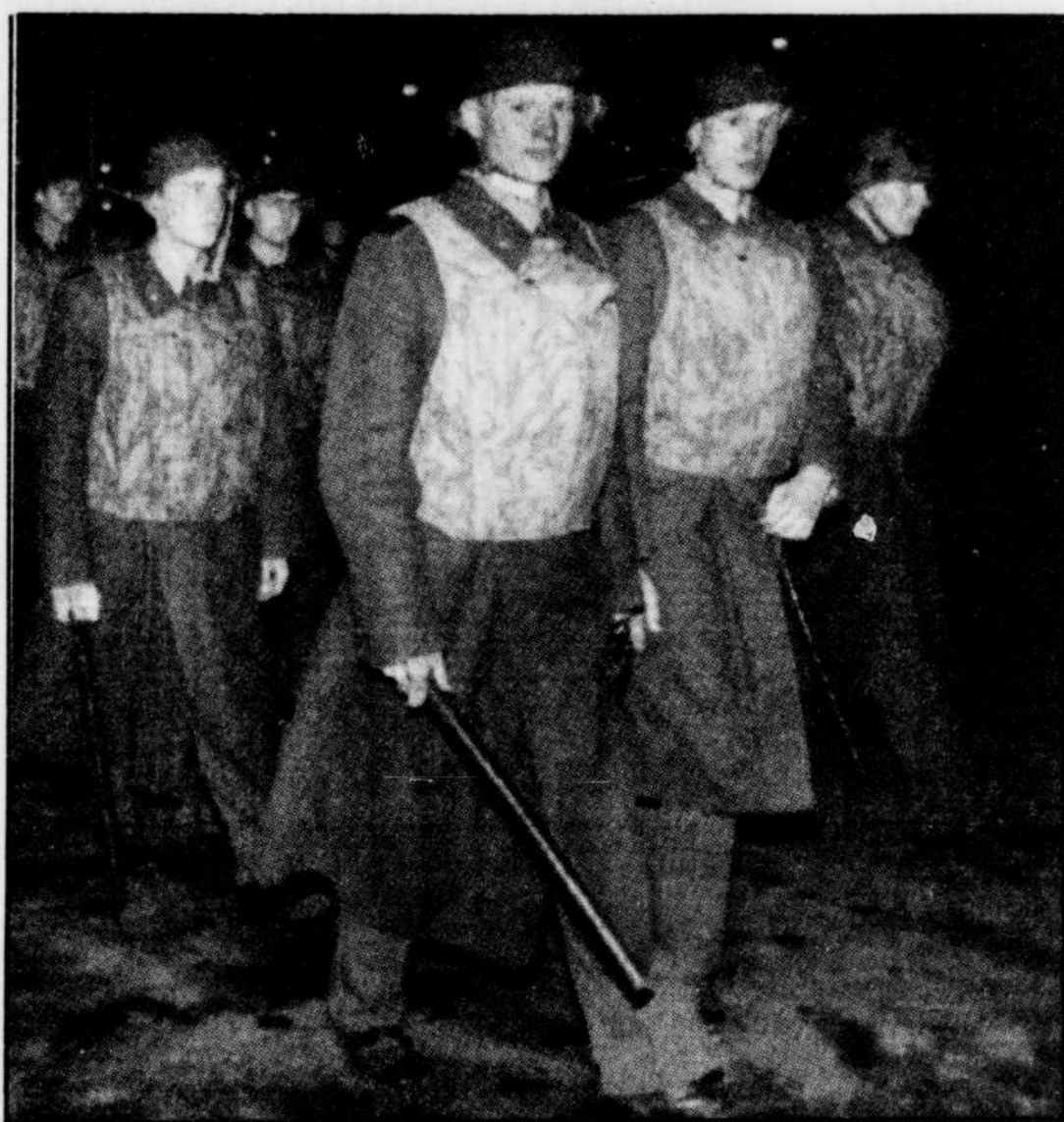
PLC	37%
PC	30%
REFORM P.	13%
BLOC Q.	10%
NPD	8%

Infographie, LE SOLEIL

- ☐ Souverainiste candidate du PC en Beauce
 - ☐ Les francs-tireurs précèdent les chefs
- pages A-4, A-5, A-7 et A-11**

si dans le cas des résultats au Québec, 268 personnes ont été sondées et la marge est de 6 %.

Le parlement russe encerclé



Des cordons de policiers équipés de gilets pare-balles patrouillent le quartier du parlement russe où des députés sont engagés, depuis mardi, dans un bras de fer avec le président russe Boris Eltsine. Ce dernier a notablement renforcé son avantage, hier, sur le Parlement dont il a décrété la dissolution en faisant encercler l'immeuble par d'importants effectifs armés.

Texte et photo en page **A-3**

Avenir de Prévost Car à Sainte-Claire

Négociations rompues

LÉVIS — L'avenir de l'usine Prévost Car à Sainte-Claire de Bellechasse n'a jamais été autant menacé. Les ponts sont rompus entre la direction de l'entreprise et ses deux syndicats.

par **FRANÇOIS POULIOT**
LE SOLEIL

Les travailleurs avaient accepté, le 21 août dernier, que leurs deux directions syndicales négocient avec l'employeur leurs conditions de travail actuelles, pour éviter que l'exploitation de l'entreprise ne soit transférée en sol américain ou mexicain.

En milieu de soirée hier, les négociateurs syndicaux se sont retirés de la table des négociations après avoir vu l'employeur repousser leur dernière offre.

« On ne peut plus se prêter à cette mascarade. Nous avons fait preuve d'ouverture et des offres honnêtes, on ne méritait pas de se faire niaiser comme cela. Leur offre ne vaut même pas la valeur du papier sur le-

quel elle est écrite », s'est emporté le directeur québécois du Syndicat des travailleurs québécois de l'automobile (TCA), Claude Ducharme.

Le porte-parole syndical a indiqué qu'il n'y aurait plus de discussions avec l'employeur avant avril 1994, époque où arrivera à échéance l'actuelle convention collective. « Plus jamais, il n'y aura de pourparlers avec ces gens-là pour essayer d'en arriver à un accord sur un contrat social moderne », a-t-il ajouté.

Interrogé sur le sort qui guette maintenant l'entreprise, M. Ducharme a affirmé qu'il entendait prendre tous les moyens disponibles pour empêcher la compagnie de déménager aux États-Unis ou au Mexique.

Il n'a pas exclu la possibilité

de faire appel au Fonds de solidarité de la FTQ, qui pourrait éventuellement acquérir les 37 % du capital-actions de Prévost Car que détient actuellement la Société de développement industrielle du Québec (SDI).

Plus tôt en journée, le syndicaliste avait d'ailleurs déclaré que le ministre Gerald Tremblay avait à quelques reprises offert ces actions au syndicat. Joint à son domicile, le président de Prévost Car, M. André Normand, a préféré ne pas faire de commentaire : « Je n'étais pas partie aux négociations et je viens juste d'être informé de la rupture. Je préfère attendre », a-t-il déclaré.

Les syndicats des employés de bureau et d'usine rencontrent leurs membres ce matin à Sainte-Claire pour faire le point sur la situation.

Feu vert à Saint-Alban

Dépotoir aménagé dans un champ de pommes de terre

SAINT-ALBAN — La Commission de protection du territoire agricole (CPTA) donne sa bénédiction à l'aménagement d'un dépotoir, à Saint-Alban de Portneuf, sur des terres où il se récolte au moins 50 000 \$ en pommes de terre, par année.

par **MICHEL CORBEIL**
LE SOLEIL

Rendue le 9 septembre, la décision favorable à la Régie inter-municipale de gestion des déchets du secteur ouest de Portneuf sera portée en appel, à immédiatement riposté la Fédération de l'Union des producteurs agricoles (UPA) de la région qui n'en revient pas des arguments avancés par la CPTA. L'UPA affirme avoir été écartée du dossier à la suite d'une erreur grossière de la Commission.

Ce sont 430 000 mètres carrés qui disparaissent de la zone « verte ». Ils serviront à y enterrer les débris de 16 municipalités de la région de Portneuf au cours des 25 prochaines années. Selon l'UPA, la moitié des 43 hectares « dézonés » servent à l'agriculture et les récoltes annuelles valent entre 50 000 \$ et 100 000 \$.

Les trois commissaires ont retenu l'idée que l'actuel « site » d'enfouissement de la Régie sera bientôt rempli. La Commission note qu'il s'agit d'agrandir un dépotoir existant depuis 20 ans, ce qui permet de « bénéficier d'expertises déjà connues ».

« L'agrandissement serait moins dommageable que la création d'un nouveau « site », affirme la Commission. Tout en signalant qu'une partie du secteur sert à produire des pommes de terre, elle y va d'une nuance peu orthodoxe : « Il n'y a pas d'activités agricoles

conventionnelles, à savoir, présence d'animaux dans le secteur. »

La décision fait état d'une protestation émise par l'UPA régionale. « Toutefois, puisque cette résolution a été reçue après l'audience, la Commission ne peut en tenir compte dans sa prise de décision. »

Or, la résolution est parvenue une journée avant l'audition, a affirmé hier après-midi M. Pierre Bouffard, aménageur pour la Fédération de l'UPA de la Rive-Nord de Québec. « C'est la CPTA qui a omis de le mettre au dossier en temps, en prenant sept jours pour le faire. »

« C'est une très mauvaise décision et nous n'avons pas le choix de faire appel », poursuit-il. Le porte-parole de l'UPA souligne que les commissaires ont écarté le rapport d'un de leurs analystes, rédigé en mai. « Il était fortement défavorable et recommandait de chercher des « sites » de moindre impact sur l'agriculture. »

Maire de Saint-Alban et président de la Régie inter-municipale de gestion des déchets du secteur ouest de Portneuf, M. Denis Lépine s'est plutôt réjoui de la décision. Elle permet de préparer la relève d'un dépotoir qui débordera cette année, selon lui.

Par contre, il estime qu'à peine un tiers de la superficie « dézonée » est cultivée. « Ça représente un tout petit « carreau ». Il y a plein de fermes abandonnées dans la région. L'UPA ferait mieux de s'occuper de cela. »

La nouvelle vision de l'automobile

EAGLE VISION
"ESI" 1994
à partir de
20 694\$
transport, préparation et taxes en sus



JEEP YJ
Inv. 30750
• Servofrein
• Servodirection
• Radiocassette
• AM-FM stéréo
• Toit rigide
• Banquette arrière
13 495\$*
* Rabais Chrysler inclut, transport, préparation et taxes en sus.



AUTOS LAURIER INC.
Tél.: (418) 681-4631
2025, boul. Charest Ouest
Sainte-Foy (Québec)
(au bas de la côte Myrand)

FAITS DIVERS



Capotage sur Duplessis

Un automobiliste de 38 ans de Saint-Michel de Bellechasse a été sérieusement blessé, peu avant 14 h, hier, lorsque son véhicule a capoté à haute vitesse sur le boulevard Duplessis, entre les boulevards Charest et Hamel. Son véhicule, une Excel rouge, a effectué plusieurs tonneaux. La victime, inconsciente à l'arrivée des ambulanciers, a été transportée au CHUL. L'homme, bien connu des milieux policiers, était recherché sur mandat pour une quinzaine d'amendes non payées relativement à des infractions au code de la route. De plus, il était en probation pour des voies de fait et conduisait avec un permis de conduire révoqué.

Un jeune motocycliste se tue en percutant un camion

SAINTE-FOY — Un jeune homme de 22 ans, Dominique Gagnon, est devenu hier, le sixième motocycliste à perdre la vie dans un accident de la circulation, dans la région de Québec, depuis le début de l'année. La tragédie, qui s'est produite dans le parc Colbert, à Sainte-Foy, serait imputable à l'imprudence de la victime, originaire de Québec.

par NORMAND PROVENCHER
LE SOLEIL

Claude Thomassin, un chauffeur de camion, a tout vu de l'accident. Il venait d'immobiliser son véhicule dans la rue Watt, afin de permettre à un camion de la compagnie Charcuterie Tour Eiffel de tourner à gauche, dans la rue Poincaré.

En voyant le motocycliste arriver à toute vitesse et doubler son camion par la droite, M. Thomassin a vite compris que la collision était inévitable. « Il a clenché pour me dépasser, j'ai tout de suite su qu'il se ferait ramasser. »

« Mon camion le cachait, sans doute qu'il n'a pas vu l'autre camion qui tournait. Il a essayé de freiner mais a perdu le contrôle de sa moto et est tombé par terre. Il s'est frappé violemment la tête contre le pare-choc du camion », a expliqué le témoin.

Sous la force de l'impact, le jeune motocycliste a perdu son casque. Son engin de marque Honda, capable d'atteindre des pointes de vitesse de 260 km/h, a glissé sur une trentaine de mètres.

M. Thomassin a alerté les policiers à l'aide de son téléphone cellulaire. À l'arrivée des ambulanciers, le jeune homme respirait difficilement, victime de sérieuses hémorragies internes et fractures. Il devait rendre l'âme quelques minutes plus tard au CHUL. Le chauffeur du camion a pour sa part subi un violent choc nerveux.

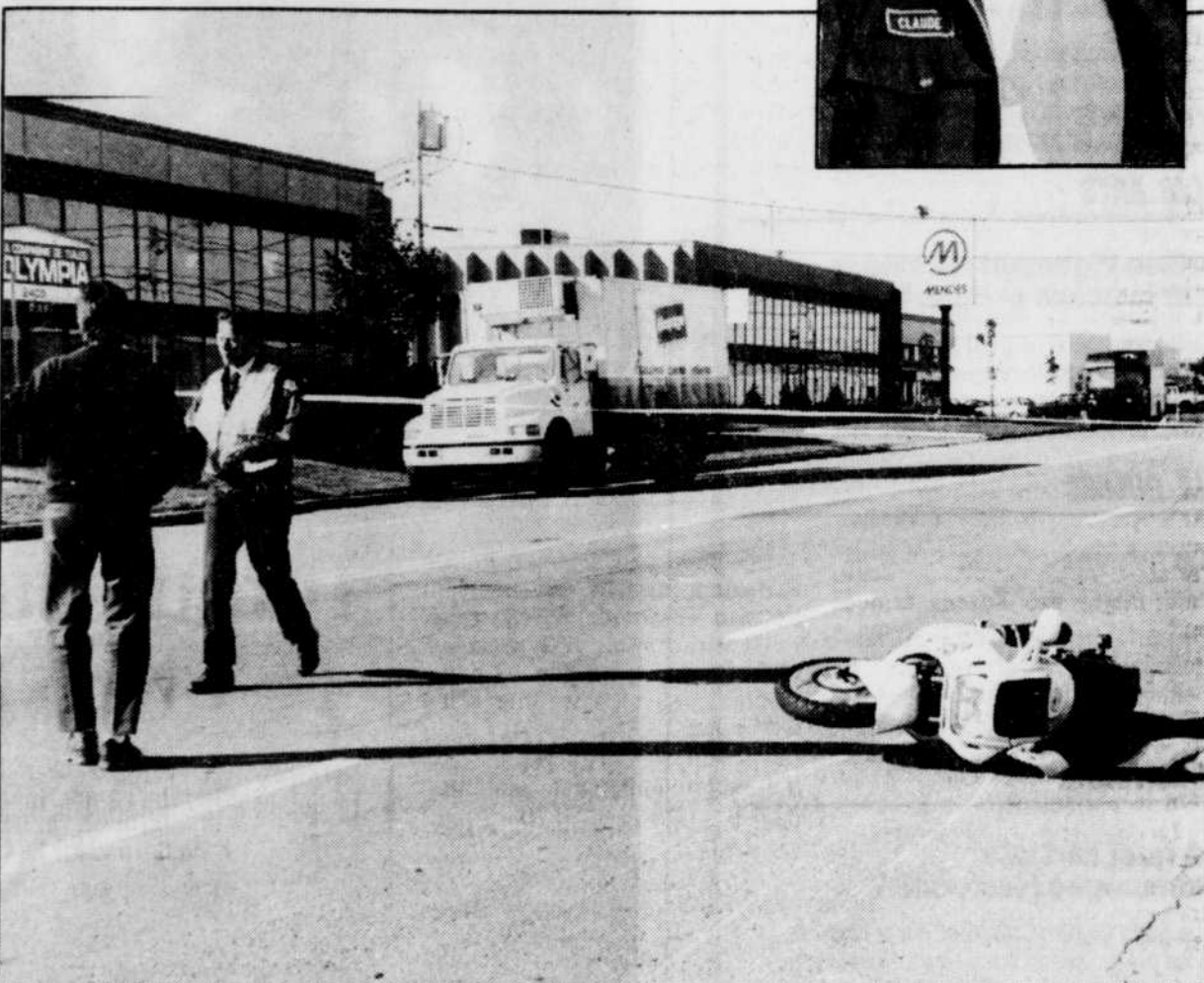
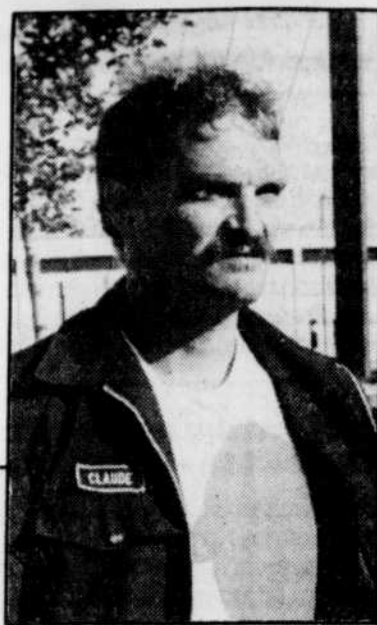
Selon l'estimation de M. Thomassin, le motocycliste roulait à plus de 70 km/h lorsqu'il l'a dépassé, soit 20 km/h de plus que la vitesse permise dans ce secteur industriel.

« Les motocyclistes roulent beaucoup trop vite. Ça se dépêche, ça tricote d'un bord puis de l'autre sur les autoroutes... », croit M. Thomassin.

Deuxième à Sainte-Foy

Cet accident mortel de moto est le sixième à se produire dans la région de Québec et le deuxième à Sainte-Foy, après celui survenu au début de juillet, à l'angle Hochelaga-du Vallon. Au total, dans l'Est du Québec, incluant Portneuf, le bilan est de 14 morts depuis le début de l'année.

L'été dernier, 51 motocyclistes sont morts accidentellement sur les routes de la province. La police identifie deux causes principales : la vitesse et le manque d'expérience. La plupart des victimes sont âgées d'une vingtaine d'années.



Accident nucléaire à Gentilly II : des employés aspergés d'eau lourde

GENTILLY (PC) — Trois employés de la centrale nucléaire Gentilly II ont été aspergés d'eau lourde radioactive, en fin de matinée hier, lors de l'entretien du système de refroidissement. Toutefois, selon Hydro-Québec, leur santé ne serait pas en danger.

La fuite d'eau lourde s'est produite peu après 11 h dans le bâtiment du réacteur de la centrale, alors que les employés nettoyaient un voyant du système caloporteur. En faisant une manoeuvre, l'un de ces employés aurait ouvert par mégarde une vanne, ce qui aurait causé la fuite de 1800 litres d'eau lourde.

Cet incident a immédiatement entraîné une alerte sectorielle, lors de laquelle près de 100 personnes ont été évacuées du bâtiment du réacteur.

L'alerte s'est terminée vers 12 h 10. Durant cette période, les trois employés éclaboussés pre-

naient une douche et se soumettaient à des examens d'urine.

« Les résultats ne sont pas encore connus. D'autres seront d'ailleurs effectués afin d'établir le niveau de contamination des employés. Toutefois, nous ne craignons pas pour leur santé. Ils retourneront probablement au travail dès lundi. Et si leur degré de contamination est au-dessus de la limite permise, ils seront transférés dans un autre département », a déclaré Mme Marcelle Trépanier, responsable des relations publiques à Gentilly II.

Par ailleurs, la fuite n'a duré que dix minutes. Et il n'y avait dans la salle, que les trois em-

ployés aspergés. « Il s'agit donc d'un incident mineur qui s'est déroulé lors d'une période d'arrêt annuel. En effet, jusqu'à la fin de septembre, nous procédons au nettoyage des équipements. C'est pourquoi la production n'a pas été perturbée. Les opérations de nettoyage devraient reprendre normalement ce matin », a précisé Mme Trépanier.

Elle a ajouté qu'une légère fuite de tritium s'était également produite au moment de l'incident. « Mais, ce genre de rejet a lieu quotidiennement. En fait, la fuite est beaucoup moins importante que celles qui ont lieu lors d'une journée de travail. »

L'eau lourde qui a été déversée permet d'actionner le générateur de vapeur grâce à un échangeur de chaleur.

En Bref

■ Toujours au large

SAINT-LOUIS-DE-GONZAGUE — La Sûreté du Québec poursuit ses recherches afin de retrouver les deux auteurs du vol avec séquestration commis contre la directrice de la Caisse populaire de Saint-Louis-de-Gonzague et deux de ses enfants. Une bonne description des individus a pu être fournie : l'un est âgé d'environ 30 ans, mesure 5'6" et pèse 150 lb ; l'autre, plus trapu, est âgé entre 35 et 40 ans, mesure 5'8", pèse 200 lb et arbore une moustache. Tous deux portaient des vestes de chasse à carreaux et des bottes de travail. Les enquêteurs du poste de Saint-Prospère de Beauce mènent l'enquête, assistés de confrères de l'Unité des crimes contre la personne du poste de Québec.

■ Coups de feu

BEAUPORT — La police de Québec enquête sur deux coups de feu tirés dans les fenêtres du gymnase de la polyvalente La Courville, dans la rue Larue, à Beaufort. L'incident est survenu sur l'heure du midi, mercredi, au moment où des élèves se trouvaient sur place. Personne n'a été blessé en raison de la hauteur des fenêtres. Il s'agirait de balles de calibre .22 ou de plombs. La direction de la polyvalente refuse de relier cet incident à une quelconque vengeance ou geste criminel d'un élève. On opte plutôt pour l'hypothèse d'un tireur imprudent s'entraînant dans le vaste espace libre situé près de l'établissement.

■ Vol dans une caisse pop

QUÉBEC — Deux individus masqués et armés d'une carabine à canon tronqué ont perpétré un vol, vers 11 h 25, hier, à la Caisse populaire Notre-Dame, rue des Jardins, dans le Vieux-Québec. Ils ont pris la fuite à bord d'une automobile de couleur blanche.

■ Bousculée par un voleur

QUÉBEC — Une commerçante de 30 ans qui se rendait effectuer un dépôt dans une institution bancaire de la 3e Avenue, à Québec, vers 21 h 40, jeudi, a été bousculée par un individu qui a ensuite pris la fuite avec le montant d'argent. L'agresseur n'était pas armé.

■ Pas d'inculpation pour Woody Allen

NEW YORK (AP) — Le ministère public de l'État du Connecticut a annoncé, hier, qu'il n'inculperait pas Woody Allen de détournement de sa fille adoptive, tout en émettant des réserves sur l'innocence du réalisateur. Woody Allen est accusé de s'être livré à des attouchements sur Dylan, huit ans, en août 1992 au domicile de l'actrice Mia Farrow, à Bridgewater (Connecticut). À l'annonce de la nouvelle, Woody Allen a donné une conférence de presse à New York où il a souhaité un « accord de paix » avec son ex-compagne : les Arabes et les Palestiniens y sont parvenus, pourquoi pas nous ? a-t-il lancé. L'avocat du Connecticut, Frank Maco, a déclaré qu'il avait décidé de classer l'affaire après un an d'enquête avec l'accord de Mia Farrow afin de préserver l'enfant mais que certaines allégations figurant au mandat d'arrêt désignaient Woody Allen comme coupable. Cette décision met fin à une bataille de procédure sordide entre Woody Allen et Mia Farrow, qui se sont séparés après 13 ans de vie commune, l'actrice ayant découvert qu'il entretenait une relation avec sa fille adoptive Soon-Yi Previn, âgée de 22 ans.



■ Début d'incendie avenue Bégin

Une résidence en rénovation du 979, avenue Bégin, à Québec, a été légèrement endommagée par un début d'incendie, en milieu d'avant-midi, hier. C'est un peintre qui a alerté les pompiers après avoir aperçu une épaisse fumée s'échapper du sous-sol, à la suite d'une défectuosité du système de chauffage.

■ Possession de stupéfiants

NEUVILLE — Une femme de 33 ans de la rue Dauphine, à Neuville, Ginette Carrier, a comparu hier au palais de justice de Québec sous des accusations de possession de stupéfiants et possession dans le but de trafic. Vers 18 h, jeudi, les policiers de la Sûreté du Québec ont investi son domicile, situé dans le secteur de Place Coderre, et ont mis la main sur 187 g de cocaïne et 37 g de haschisch, d'une valeur totale de 90 000 \$. La drogue a été retrouvée dans le sac à main de l'accusée, dans la demeure et dans un cabanon. Du matériel servant au trafic de stupéfiants a également été saisi.

■ Trois élèves en cour

SAINT-JOSEPH — Trois élèves de 13 et 14 ans de l'école Notre-Dame-de-la-Trinité et une de la polyvalente de Saint-Georges comparaitront en cour juvénile au palais de justice de Saint-Joseph, le 6 octobre, sous des accusations de voies de fait graves et menaces de mort contre une autre élève. Le comité disciplinaire de la Trinité a décidé de placer les trois jeunes filles dans trois polyvalentes différentes. L'incident a eu lieu le 10 septembre, sur l'heure du midi, dans le secteur boisé faisant face à l'école secondaire située à Saint-Georges.

■ Membre d'un réseau condamné

QUÉBEC — Un des membres du réseau impliqué dans le vol, le printemps dernier, de neuf camions-remorques bourrés de marchandises a été condamné à 15 mois de prison. Il s'agit de Jean Mercier, âgé de 27 ans. Les marchandises volées avaient été évaluées à 1 million \$.

La moto a glissé une trentaine de mètres dans la rue Watt, après que la jeune victime, Dominique Gagnon, 22 ans, en eut perdu la maîtrise. Claude Thomassin (photo ci-haut) a été le témoin de la tragédie. La victime a doublé son camion, immobile, à toute vitesse. Selon M. Thomassin, le motocycliste roulait à plus de 70 km à l'heure.

Défilés collections de New York

A-LINE ANNE KLEIN RALPH LAUREN ANDREA JOVINE ...

Aujourd'hui 25 septembre
à notre magasin de PLACE STE-FOY
rayon collections contemporaine

Samedi 13 h 00
25 14 h 00
septembre 15 h 00

la maison
simons
PLACE STE-FOY GALERIES DE LA CAPITALE VIEUX QUÉBEC

LA QUOTIDIENNE

tirage du 24-09-93

8-7-3

9-8-6-1

INTER-PLUS

503341 gagne 250 000 \$

03341 gagnent 2500 \$

3341 gagnent 250 \$

341 gagnent 25 \$

41 gagnent 10 \$

MINI-LOTO

223128 gagnent 50 000 \$

23128 gagnent 5000 \$

3128 gagnent 250 \$

128 gagnent 25 \$

28 gagnent 5 \$

22312 gagnent 1000 \$

2231 gagnent 100 \$

223 gagnent 10 \$

PROVINCIAL

4353958 gagne 500 000 \$

353958 gagnent 5000 \$

53958 gagnent 500 \$

3958 gagnent 100 \$

958 gagnent 25 \$

58 gagnent 5 \$

LA TROIS

LE SOLEIL

Pour appuyer le projet du barrage SM3 en Côte-Nord

Les autochtones veulent 80 millions \$ et des à-côtés

SEPT-ÎLES — Dans ses négociations avec Hydro-Québec, le conseil de bande de Uashat-Malioténam (voisin de Sept-Îles) demande des compensations financières de 80 millions \$, la gestion d'un territoire de chasse et de pêche et finalement des emplois et contrats pour les autochtones de la réserve dans le cadre du barrage de la Sainte-Marguerite (SM3), un projet hydroélectrique de 3 milliards \$ sur la Côte-Nord.

par ALAIN-A. BOUCHARD
collaboration spéciale

Hydro-Québec et le conseil de bande de Uashat-Malioténam ont déjà amorcé les négociations en vue de conclure une entente sur le

projet de construction d'un barrage sur la rivière Sainte-Marguerite. Le conseil, avec à sa tête le chef Elie-Jacques Jourdain, considère que les compensations d'Hydro-Québec et du gouvernement pourraient l'inciter à ne pas faire obstruction au projet hydroélectrique de 3 milliards \$ qui at-

tend toujours l'aval du conseil des ministres.

Dans un premier temps, le conseil de bande de Uashat-Malioténam demande près de 80 millions \$ en compensations financières. « Nous voulons obtenir les mêmes acquis que les Cris dans l'entente qu'ils ont signée, il y a environ deux ans, lors de la construction d'un barrage sur leur territoire », a expliqué Elie-Jacques Jourdain, hier.

Selon lui, cette somme permettrait également à la communauté montagnaise de profiter de retombées économiques susceptibles d'alléger les oppositions au projet

SM3 à l'intérieur de la communauté. Le chef faisait notamment allusion à la coalition Nitassinan, qui cause bien des problèmes au conseil de bande.

Mais l'écart reste énorme entre les demandes du chef Jourdain et l'offre initiale de 10 millions \$ d'Hydro-Québec. « Il y a encore du chemin à faire, mais les discussions avancent rapidement depuis quelques semaines », estime le leader montagnais.

Du côté des revendications territoriales, les 2500 Montagnais de Uashat-Malioténam réclament la gestion du territoire compris entre

la rivière Pentecôte, la rivière Matimek et le lac Arthur au nord. On retrouve déjà sur ce territoire la Zec Matimek et la réserve faunique Sept-Îles/Port-Cartier. « Si nous obtenons ce territoire, précise toutefois M. Jourdain, il est évident que nous discuterons avec les non-autochtones. Il n'est pas question de les expulser de ces terres qu'ils fréquentent depuis longtemps. »

En regard des emplois, le conseil de bande exige qu'Hydro-Québec présente des offres concrètes aux autochtones pour du travail et des contrats dans le cadre des travaux de SM3. « Si

Hydro ne nous offre rien de sérieux avant l'obtention des décrets gouvernementaux pour la construction du barrage, il est possible que l'on fasse appel aux tribunaux afin que nos droits soient respectés », soutient le chef.

Le conseil de bande de Uashat-Malioténam a écrit au ministre de l'Environnement, M. Pierre Paradis, ainsi qu'à la ministre de l'Énergie et des Ressources, Mme Lise Bacon, pour qu'une rencontre ait lieu dans les plus brefs délais afin de négocier une entente. Entre-temps, les rencontres avec Hydro reprendront dans environ deux semaines.

Coup de force en Russie

Eltisine fait encercler le parlement par l'armée

MOSCOU (AFP, AP) — Boris Eltsine a notablement renforcé son avantage hier sur le Parlement dont il a décrété la dissolution en faisant encercler par d'importants effectifs armés la « Maison blanche » où sont réfugiés les parlementaires irréductibles.

Le président russe a assuré qu'il n'y aurait pas d'assaut contre l'édifice où sont réfugiés les députés, mais des responsables américains, qui ont requis l'anonymat, ont dit craindre qu'Eltsine décide d'employer la manière forte pour expulser les conservateurs.

Encerclés par des milliers de soldats et de policiers, les députés ont déclaré qu'ils poursuivraient leur lutte, même s'ils ont été privés d'électricité, du téléphone et même d'eau chaude.

« Nous n'avons peut-être pas de lumière, mais Eltsine n'a plus d'espoir », a dit l'un d'eux, Ilya Konstantinov.

Cette brusque accélération des événements dans le bras de fer qui oppose Boris Eltsine aux députés, a été suscitée en partie par l'attaque menée jeudi soir contre l'état-major des Forces armées unifiées de la CEI, attaque qui a fait deux morts.

Selon les autorités russes, cette attaque a été menée par un mouvement communiste radical dont des sympathisants campent devant le parlement.

Le colonel Stanislav Terekhov, l'un des leaders de l'Union des officiers, un mouvement d'officiers conservateurs favorables au Parlement, a été arrêté.

Le Kremlin a ordonné la confiscation de toutes les armes présentes dans le parlement, mais cette exigence s'est heurtée à une fin de non-recevoir de la part des « défenseurs de la Maison blanche ».

Tous les accès au parlement étaient bloqués par les troupes spéciales du ministère de l'Inté-

rieur, et des soldats du même ministère.

Boris Eltsine a assuré qu'il n'y aurait « pas d'assaut contre le parlement ». « Personne n'a usé de la force contre la Maison blanche et personne ne le fera », a-t-il ajouté. « Ne vous inquiétez pas », a-t-il conclu.

Inquiétude à Washington

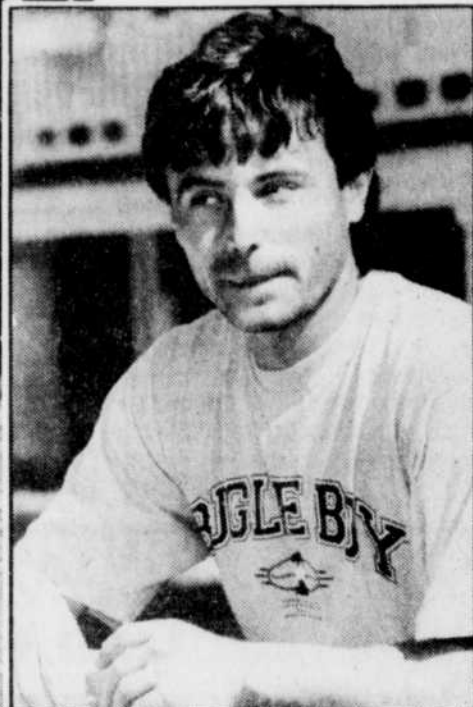
Néanmoins, à Washington, des responsables ont dit qu'ils étaient très inquiets, précisant que les prochaines 24 ou 48 heures seraient cruciales. Quand il y a une confrontation qui implique deux groupes armés, nous avons raison d'être inquiets », a dit un haut responsable. Il a ajouté que le président Eltsine avait agi jusqu'ici avec habileté mais qu'il pourrait néanmoins vouloir écraser ses adversaires par la force.

Pour leur part, les autorités du Parlement dissous, le président Rouslan Khasboulatov et le général Routskoï, proclamé président de la Russie mardi par les parlementaires, s'en tenaient hier soir à une position très ferme également. Ceci, en dépit de transfuges qui, quotidiennement, abandonnent le camp parlementaire pour accepter les postes bien rémunérés qui leur sont offerts par l'administration gouvernementale ou présidentielle. Routskoï a invité les Moscovites à la « désobéissance civile » leur demandant, toutefois, d'éviter les « provocations ».

Selon un sondage des Izvestia, 72 % des Moscovites sont convaincus que la crise sera résolue pacifiquement tandis que 64 % estiment que le Parlement est responsable du blocage des réformes.



Zehra et ses deux bébés, Armin et Haris, lorsque retrouvés par LE SOLEIL au camp de réfugiés d'Ordred-Radakovo à Zenica.



Enes Ticevic quelques semaines avant son départ pour Vancouver.

Impuissant à sortir les siens de Bosnie, Ticevic sombre dans la dépression

QUÉBEC — Le réfugié bosniaque Enes Ticevic est découragé. Le défaut d'Immigration Canada, considéré par lui comme une « trahison », de faire venir sa femme et ses deux bébés au pays tel que promis, l'a plongé dans le plus profond désarroi. Le 9, il quittait précipitamment Québec sans même avertir ses amis, pour aller épancher son chagrin à Vancouver auprès de sa soeur Fehda, de 16 ans son aînée.

par MONIQUE GIGUÈRE
LE SOLEIL

« Le tableau diagnostique est très clair. Enes est en profonde dépression », estime Andrée Juneau, enseignante en soins infirmiers psychiatriques au cégep Garneau qui, depuis six ans, se dévoue bénévolement auprès des réfugiés. C'est elle, Andrée Juneau, qui a réussi à retrouver la trace d'Enes parti sans laisser d'adresse. « Il était bouleversé, quasi commotionné, quand il a entendu ma voix au bout du fil, raconte-t-elle. Il n'en croyait pas ses oreilles. Je lui ai dit qu'à Québec nous ne lâchions pas. Que nous allions continuer de nous battre pour faire entrer sa femme et ses bébés. »

Le départ précipité d'Enes est survenu moins d'une semaine après le retour de Bosnie du SOLEIL qui le, 19 août, réussissait à retrouver à Zenica sa femme Zehra et ses deux enfants, Haris, cinq ans, et Armin, un an, dans un vaste et moche camp de réfugiés. Une lettre remise à Enes l'aurait convaincu de l'inutilité de toute démarche pour faire sortir sa femme de Bosnie même si Zehra, dans sa missive, ne fermait pas la porte à tout espoir en faisant état de formulaires que la Croix-Rouge internationale lui avait donnés à remplir.

Même moralement soutenue par son beau-père Sabit et sa belle-mère, Zehra risque de trouver l'hiver froid et long avec les deux enfants à l'école non chauffée d'Ordred-Radakovo

transformée en camp de réfugiés. Entièrement dépendante de l'aide humanitaire pour se nourrir, elle aura droit comme chaque réfugié à environ deux kilos et demi de provisions par 15 jours : 1,1 kilo de farine, 1 kilo de savon, 0,3 litre d'huile, 0,25 kilo de sucre, 0,2 kilo de viande en conserve, 0,1 kilo de lentilles et 0,2 kilo de pâtes alimentaires. Et de l'eau et de l'électricité de façon intermittente.

La triste histoire d'Enes prisonnier des Serbes pendant sept mois au terrible camp de Manjaca, en Bosnie de l'ouest, avant de venir au Canada, et de Zehra restée derrière à Kljuc avec les deux enfants, consterne à la fois les Bosniaques et les Québécois qui oeuvrent auprès des réfugiés.

« Enes se sent abusé, trompé, par les autorités canadiennes, dit son chum depuis 13 ans, Djamel Hadzic, qui l'a joint par téléphone à Vancouver à la demande du SOLEIL. Il rappelle sans cesse la promesse qui lui a été faite à Karlovac, en Croatie, que sa femme et ses enfants le sui-

vraient au Canada dans les trois mois. » Djamel se souvient très bien des événements au centre de réfugiés de Karlovac où tous les pays d'accueil étaient représentés. « C'était en janvier. Enes et moi avons rempli ensemble tous les formulaires », raconte Djamel qui, lui, voyait enfin ses démarches porter fruit le 13 septembre quand sa femme et ses deux enfants ont touché le sol québécois après une longue attente de huit mois.

« Enes est un pessimiste. Je le connais bien. Depuis 1980 en fait. A Kljuc avant la guerre, il venait tous les soirs à mon café-bar et nous discussions des heures ensemble. C'était le beau temps », soupire Djamel.

Au bureau du ministre Douglas Lewis responsable de l'Immigration à Ottawa, Bianca Bertrand a fait savoir que le service international du ministère de l'Immigration attendait des nouvelles de Vienne sur la situation de la famille de M. Ticevic et pensait être en mesure, dès lundi après-midi, de fournir un compte rendu complet.



Un sympathisant communiste a été blessé par les forces de l'ordre alors qu'il se trouvait, hier, devant la « Maison blanche » où sont réfugiés les parlementaires.

Les pilotes du St-Laurent acceptent une trêve

QUÉBEC — Les services de pilotage maritime sur le Saint-Laurent entre Québec et Montréal ont repris, hier, à 18 h. L'Administration de pilotage des Laurentides et les représentants de la Corporation des pilotes du Saint-Laurent Central ont reconduit le contrat de services échu le 30 juin.

par JEAN-MARC SALVET
LE SOLEIL

La société d'État fédérale et les 113 pilotes naviguant sur ce tronçon du fleuve se laissent ainsi jusqu'au 1er mai 1994 pour négocier un nouveau contrat. D'ici là, a ex-

pliqué Luc Drouin, secrétaire-trésorier de la corporation des pilotes, « nous n'exercerons aucun moyen de pression » et l'Administration ne recourra à aucun lock-out. « Nous cessons les hostilités. »

Cette trêve a été décidée

« parce que les deux parties se rendaient compte que le conflit n'était à l'avantage de personne ». Après les glaces de l'hiver dernier, la quasi-paralysie des activités tout au cours de la dernière semaine est venue une fois de plus affecter l'image du Saint-Laurent auprès des armateurs internationaux. Par souci de sécurité, interdiction avait été faite aux navires de croisière et aux navires-citernes transportant des produits pétroliers ou chimiques de naviguer entre la capitale et la

métropole. Sur le fond du conflit, les deux parties doivent reprendre leurs discussions la semaine prochaine. Compte tenu de la baisse du trafic sur le Saint-Laurent, le président de l'APL, Jacques Marquis, estime impératif de procéder à une vingtaine de mises à la retraite chez les pilotes. De son côté, la corporation dénonce le fait que ses membres soient les plus mal payés en Amérique du Nord. Ses pilotes gagnent environ 72 000 \$ par année.

GEO METRO 3 PORTES 1993
● Moteur 3 cylindres de 1 litre
● Boîte manuelle 5 vitesses
● Essuie-glace à balayage intermittent
● Siège arrière rabattable
● Glaces teintées Soft-Ray

6993\$

PRIX DE DÉTAIL SUGGÉRÉ PAR LE FABRICANT: 7995\$

PAYEZ Moins...
UN POINT, C'EST TOUT!

GEO METRO BERLINE 4 PORTES 1993
● Moteur 4 cylindres de 1,3 litre
● Boîte manuelle 5 vitesses
● Suspension indépendante aux 4 roues
● Essuie-glace à balayage intermittent

8493\$

PRIX DE DÉTAIL SUGGÉRÉ PAR LE FABRICANT: 9495\$

Taxes et transport en sus. Tous les rabais taxables GM inclus. Offre d'une durée limitée.



FOURNIER
● CHEVROLET ● GEO ● OLDSMOBILE

Autoroute de la Capitale et
boul. Pierre-Bertrand

687-5170

ÉLECTIONS '93

Le bonheur à l'heure de Vancouver

MONTREAL — La recette du bonheur pour le Canada consisterait à mettre toutes les pendules à l'heure de Vancouver. Cela en ferait un pays plus heureux parce que les gens dormiraient trois heures de plus.

par DIDIER FESSOU
LE SOLEIL

Ce ne sont pas les Rhinos qui proposent cette bien sympathique recette du bonheur, mais la première ministre du Canada en personne.

Hier matin, une heure durant, Kim Campbell a délaissé la politique pour le terrain moins glissant de l'humour, sur les ondes de CKAC. Redoublant pourtant d'efforts, Jean Lapierre et Jean Cournoyer n'ont pas réussi à altérer sa bonne humeur en la ramenant sur la patinoire électorale.

Même si elle ne parle pas le français aussi bien que vous et moi, Mme Campbell maîtrise subtilement l'art de la répartie et son sens de l'humour est décapant. Son acteur préféré? Warren Beatty parce que Perrin Beatty est un garçon gentil, mais trop sérieux. Pourquoi y a-t-il une femme parmi ses gardes du corps? Pour pou-

voir aller aux toilettes quand elle est dans un endroit public.

Regarde-t-elle la télévision? Jamais, parce que c'est trop frustrant. Fait-elle de l'exercice? Oui, de l'aérobic. Comme elle n'a pas le temps d'en faire depuis 15 jours, elle a quelques kilos de trop.

Connait-elle les chanteurs québécois? Avec son propre argent, elle a acheté un disque de Laurence Jalbert, mais elle n'a pas encore eu le temps de l'écouter. Parlant d'argent, combien a-t-elle dans son sac à main? Oups! Juste 14\$.

Fait-elle le ménage de sa maison de Vancouver elle-même? Oui, parce que ça lui donne le sens des réalités. Quel chef d'État a-t-elle hâte de rencontrer si elle gagne ses élections? Helmut Kohl.

Et à Paul Houde qui faisait une imitation assez réussie de Jean Chrétien: «Mais quelle langue parlez-vous, je ne vous comprends



Kim Campbell affiche toujours son sourire, même jeudi, alors que la délicate question des programmes sociaux avait été soulevée. Sur la photo, elle signe un autographe à un partisan de Drummondville.

pas. » Entre deux publicités, notre première ministre a lu le bulletin de la météo puis celui des sports: «Je n'ai pas la voix des gens qui lisent du sport.»

Comment les Expos pourraient-ils se rapprocher de la première place? Très simple, quand elle assiste à un match des Expos, ils gagnent toujours. Grave dilemme: faudrait-il donc qu'elle assiste à toutes leurs parties d'ici la fin de la saison?

Les petits cadeaux entretenant l'amitié, les «grandes gueules

de CKAC lui ont offert une boîte à lunch rouge contenant le kit parfait de la culture québécoise, notamment un disque de Pier Béland (*Je me sens très seule*), du jus de fruits pour donner du punch à sa campagne électorale et des bouchons pour les oreilles.

N'auriez-vous pas plutôt quelque chose pour la bouche? a-t-elle demandé.

Les francs-tireurs

J



La chronique de
Michel
VASTEL
à EDMONTON

Hier soir, Kim Campbell s'est installée pour le week-end dans sa résidence de Vancouver. Sa résidence? Un véritable bureau de premier ministre plutôt, où la GRC et le Centre des communications gouvernementales ont installé, depuis plusieurs jours, un véritable centre nerveux avec radio-téléphones, lignes spéciales «sécurisées», liens satellites avec le reste du monde, etc.

Mardi, Audrey McLaughlin visite l'ancien comté d'Ed Broadbent à Oshawa. Depuis deux jours, c'est Larry cette fois qui repère des lieux, recrute les militants des grandes centrales syndicales qui assureront la sécurité ou joueront les figurants.

Les *advance men* comme on dit dans le jargon du métier, sont de véritables commandos de francs-tireurs qui courent toutes les élections — provinciales autant que fédérale — pour participer à son élément le plus spectaculaire, et le plus excitant: «la tournée du chef». En 1988, les conservateurs avaient tellement raffiné leur technique que, jour après jour, Brian Mulroney entraînait dans des salles rigoureusement identiques, les caméras de télévision toujours installées dans le même angle, la scène et le public situés à la même distance. «À la fin de la campagne, Mulroney aurait pu entrer dans une salle les yeux bandés», prétendaient ses organisateurs.

Cette année, le Parti conservateur, trop occupé par la course à la succession de Brian Mulroney sans doute, semble plutôt mal préparé. Par contre, ne vous surprenez pas que la tournée de Jean Chrétien ait, jusqu'ici, fait un parcours sans faute. Jean Carle, compagnon de route du chef libéral depuis dix ans — malgré ses 31 ans! — a commencé à former ses unités spéciales le printemps dernier. Discrètement, il a organisé des tournées fictives, avec autobus, escortes de journalistes et de gardes de sécurité, à travers tout le pays.

Le Parti libéral a quatre «capitaines» au siège du parti à Ottawa qui ont recruté plusieurs unités spéciales de bénévoles dans chaque région, dont quatre au Québec. Une seule visite dans une ville peut mobiliser trois équipes, comme cette semaine à Vancouver: des «éclairateurs» arrivent par exemple à l'aéroport deux heures à l'avance tandis qu'une autre équipe prépare déjà le premier événement en banlieue de Vancouver, et une troisième s'occupe de la salle de presse au centre-ville. Dans les jours précédents, la quinzaine de personnes participant à cette «préparation du terrain» avaient loué des autobus pour répéter, en temps réel et par deux fois, l'ensemble de la visite.

Mercredi dernier, l'éclairateur d'Audrey McLaughlin m'a propulsé de Williams Lake à Quesnel, au plus creux des Rocheuses, avec des pointes de 150 kilomètres/heure. Moins riches que les libéraux, les néo-démocrates ont moins de personnel et Larry doit, à chaque étape d'une centaine de kilomètres, prendre une quinzaine de minutes d'avance sur les autobus qui transportent le chef et les journalistes.

Les éclairateurs des néo-démocrates sont des cadres des grandes centrales syndicales. Celui qui est responsable des quatre provinces de l'Ouest et d'une partie de l'Ontario est en fait un garçon d'épicerie mis en congé sans solde par la chaîne Safeway. Comme il organise également les tournées des chefs provinciaux, il en était à sa 31^e semaine de campagne depuis le début de l'année.

Par contre, les «gentils organisateurs» des libéraux et des conservateurs sont de jeunes professionnels: avocats, comptables, ingénieurs, qui abandonnent leurs affaires pendant plusieurs semaines. Car les *advance* de tous les partis ont ceci de commun qu'ils occupent un emploi leur permettant de se libérer rapidement et pour au moins deux mois.



Correction

Une erreur technique a empêché la parution, dans notre édition d'hier, de la première phrase du texte publié en page A-4, intitulé «Gagnon refuse de crier victoire». Il aurait fallu lire: La candidate du Bloc québécois, Christiane Gagnon, refuse de jouer les triomphalistes à la suite de la publication d'un sondage SOM/LE SOLEIL/Télé-4 qui lui donne une avance de 33 points dans le comté de Québec sur ses adversaires conservateurs et libéraux, Gilles Loiselle et Jean Pelletier. Toutes nos excuses.

4 jours d'aubaines

LES 23, 24, 25 ET 26 SEPTEMBRE

Présentation des modèles 94



Jusqu'à
5000\$
de rabais
sur les modèles
93
en inventaire

Animation sur place,
rafraîchissements et le
fameux blé d'Inde de
Neuville vous seront
servis dans une
atmosphère western.

Voyez la gamme complète des
véhicules récréatifs: tentes-
roulottes, motorisés, roulottes,
boîtes-campeurs, roulottes à
sellette dans plusieurs mar-
ques.



25
ANS
à votre service

VECTRA

• VENTE • SERVICE • PIÈCES • RÉPARATION • LOCATION



NEUVILLE

CARAVANE

Autoroute 40, sortie 281 Nord
à 15 minutes de Québec

(418) 876-3360 ou 1-800-463-8867

DERRIÈRE DES MILLIERS D'AUTOMOBILISTES QUÉBÉCOIS



BIEN PLUS QU'UN PRÊT-AUTOMOBILE

UNE GAMME COMPLÈTE DE SERVICES FINANCIERS POUR L'AUTOMOBILISTE

L'achat d'un nouveau véhicule doit être bien planifié. Cependant, nous savons que votre temps est précieux. C'est pourquoi à la caisse Desjardins, vous trouverez sous un même toit tous les services financiers pour l'automobiliste dont vous avez besoin:

- Prêt-automobile
- Assurance prêt Desjardins¹ (vie et invalidité) et Assistance Desjardins¹
- Assurance automobile²

¹ Offerte par Assurance-vie Desjardins inc.

² Offerte par l'agent des assurances généralistes des caisses Desjardins inc.

GRATUITE! ASSURANCE INVALIDITÉ POUR 6 MOIS*



- * Offre valide dans les caisses participantes, jusqu'au 30 juin 1994 pour tout nouveau détenteur d'un prêt-voiture qui adhère à l'assurance prêt Desjardins.
- Conditions particulières:
- L'assurance invalidité est gratuite pour les six premiers mois de l'assurance.
 - Pour bénéficier de cette offre, l'emprunteur devra compléter une demande d'assurance et satisfaire aux conditions d'admissibilité.
 - La caisse se réserve le droit de mettre fin en tout temps à cette promotion.

Services financiers Desjardins pour l'automobiliste



La caisse populaire Desjardins



Desjardins

L'incroyable force de la coopération.

MORT RÉINCARNATION



conférence

par V. Satyananda et V. Ekla du kshetram de l'Anamisme

Des milliers de personnes ont déjà été ravies et éblouies par cette conférence exceptionnelle avec documents visuels!

À Québec 5 octobre
Plaza Universelle
boul. Laurier
Entrée: 15\$ - 19\$ h 30
Réservation obligatoire:
Appel sans frais
1-800-665-6121





Campbell sera plus claire la semaine prochaine

MONTREAL — Kim Campbell a affirmé hier qu'elle exposerait dès la semaine prochaine un « cadre clair et chiffré » afin de permettre aux Canadiens de « bien comprendre » la réalité.

par DIDIER FESSOU
LE SOLEIL

Soutenant qu'elle était le seul chef de parti résolu à éliminer le déficit, elle a précisé que couper dans les seules dépenses de l'État ne suffirait pas et qu'il faudra examiner les transferts aux provinces et aux individus parce qu'ils totalisent à eux seuls 60 % des débours d'Ottawa.

Pour y parvenir, cela demandera de la discipline et de la créativité : « Nous pourrions conserver nos programmes sociaux, mais peut-être faudra-t-il les réformer parce qu'ils ne servent pas les Canadiens et répètent les attitudes des années 60, surtout l'assurance-chômage et le système de sécurité du revenu. »

Accusant très durement les journalistes de l'avoir mal citée après lui avoir demandé de commenter un document qu'elle n'a

vait ni vu, ni lu, la première ministre a fait cette mise au point : « Ma ferme intention est de maintenir nos programmes sociaux. Cet engagement n'a pas changé. J'ai aussi dit que nous devons envisager de les réformer. Plusieurs individus et organismes, à l'intérieur et à l'extérieur du gouvernement, ont des idées à proposer. Ces idées sont les bienvenues et un débat est souhaitable. Je n'ai jamais voulu laisser entendre le contraire. »

Il serait irresponsable, a-t-elle affirmé, de prétendre qu'on peut réaliser une réforme complète de nos programmes sociaux dans le cours d'une campagne électorale : « Je n'ai pas dit qu'une campagne électorale est une période trop courte pour examiner nos programmes sociaux. J'ai dit qu'une réforme sérieuse, franche et réaliste exige une consultation soutenue avec les provinces et, surtout, avec les Canadiens. J'ai l'intention

d'en discuter avec les citoyens au cours de cette campagne électorale. »

Elle a aussi répété que, jusqu'à présent, le gouvernement fédéral n'avait considéré aucun plan de restructuration des programmes sociaux : « C'est une question complexe qui touche beaucoup de choses, beaucoup d'intérêts et qui implique les juridictions des trois paliers de gouvernement. Nous ne pouvons dissocier les programmes sociaux de la capacité de payer du gouvernement et nous ne pouvons dissocier la capacité de payer du gouvernement de la question du déficit. »

Selon elle, il faut coûte que coûte éliminer le déficit parce qu'il est une bombe à retardement pour les programmes sociaux : « Ce sont les libéraux qui détruiraient les programmes sociaux car ils ne tiennent pas compte de la capacité de payer du gouvernement. Le Livre rouge des libéraux mettrait le Canada dans le rouge. Moi, je préfère le noir. »

Des charges en règle

La volte-face de Kim Campbell



Le chef du Bloc québécois Lucien Bouchard, lui, ne parlait pas de programmes sociaux. Il se trouvait en Gaspésie, où il s'est servi des problèmes de l'industrie de la pêche pour illustrer son argument selon lequel la province se débrouillerait mieux sans ingérence du fédéral.

en matière d'affaires sociales lui a valu des charges en règle de ses adversaires, rapporte la Presse canadienne.

Le leader libéral Jean Chrétien croit qu'une élection est le moment tout indiqué pour discuter de ce genre de choses. Chrétien soutient aussi avoir fait dérailler la stratégie des conservateurs en forçant la première ministre Kim Campbell à débattre publiquement de l'avenir des programmes sociaux. « Parce que nous insistons et que nous avons eu l'idée et le courage de mettre sur papier ce que nous allions faire, ils sont obligés de répondre à notre agenda », a-t-il déclaré hier à Regina.

Le chef du Reform Party Pres-

Les détails des débats

OTTAWA (PC) — Le Consortium des diffuseurs (SRC, CBC, CTV et GLOBAL) a annoncé, hier, qu'une entente était intervenue avec les représentants des partis canadiens sur les principales modalités des débats des chefs qui auront lieu les 3 et 4 octobre.

Ils débiteront par le mot d'ouverture des chefs (90 secondes chacun), suivi du débat proprement dit, qui s'articulera autour de cinq blocs thématiques. Les journalistes interviendront durant cette période de la rencontre. À l'issue de ces échanges, les gens de la salle seront invités à questionner eux-mêmes les chefs. Ceux-ci auront ensuite 60 secondes chacun pour le mot de la fin.

Les deux débats seront diffusés en direct du Centre national des Arts, à Ottawa.

Aider son enfant en lecture et en écriture



Docteure Réjeanne Fiset, Ph.D.
Spécialiste en enseignement de la lecture
Si aucune mesure efficace n'est prise à temps, les problèmes s'accroissent. Votre enfant prendra du retard en lecture et en écriture. Ces difficultés se repercuteront sur sa confiance en lui-même, son intérêt pour l'école et sur sa vie sociale.

CLINIQUE DE LECTURE ET D'ÉCRITURE
444, boul. René-Lévesque Ouest, bureau 1020
Québec (418) 681-4120
Montréal (514) 279-4673
Trois-Rivières (819) 373-4032

COURS DE LECTURE RAPIDE

Lire 10 fois plus vite...
Comprendre 60 % mieux les textes...
Retenir 60 fois plus de détails...
Une meilleure concentration...
Une économie de temps...

CENTRE L'ÈRE DU CRISTAL

2850, chemin Sainte-Foy, Sainte-Foy

Pour information et réservation :

650-6499

Les 2, 3 octobre de 9 h à 17 h

Clinique d'ophtalmologie

Dr J.R. Clément m.d.

Verres de contact

PLACE DE LA CITÉ
2600, boul. Laurier, Sainte-Foy, bureau 155
(418) 654-1488

INFOGRAPHIE ET PRÉ-IMPRESSION

DURÉE: 90 HEURES DÉBUT: OCTOBRE FORMATION SUR MESURE

CLIENTÈLE VISÉE

• TOUTE PERSONNE TRAVAILANT POUR L'ENTREPRISE PRIVÉE À TEMPS PLÉN, DANS LE DOMAINE DES ARTS GRAPHIQUES ET DE L'IMPRIMERIE.

PRÉALABLES

• EXPÉRIENCE PERTINENTE NÉCESSAIRE EN INFOGRAPHIE ET PRÉ-IMPRESION. BONNE CONNAISSANCE DES LOGICIELS D'INFOGRAPHIE ET DE TRAITEMENT D'IMAGES.

OBJECTIFS

• ACQUÉRIR L'ENSEMBLE DES CONNAISSANCES SUR LES TECHNIQUES DE CALIBRAGE, DE NUMÉRI-SATION ET DE SÉPARATION DE COULEURS PAR LES PROCÉDÉS INFOGRAPHIQUES.

DATE LIMITE D'INSCRIPTION: 29 SEPTEMBRE
QUELQUES PLACES ENCORE DISPONIBLES • AUCUN DROIT DE SCOLARITÉ À PAYER



CEGEP DE SAINTE-FOY
Service de l'éducation des adultes
2410, chemin Saint-Joseph, Sainte-Foy (Québec) G1V 1T2

INFORMATION ET INSCRIPTION:
TÉLÉPHONER AU PLUS TÔT
AU CEGEP DE SAINTE-FOY
SERVICE DE L'ÉDUCATION DES ADULTES
(418) 659-6620, POSTE 3890

PARENTS

COMMENT FAIRE POUR AIDER VOS ENFANTS À RÉUSSIR



Ginette Lemay

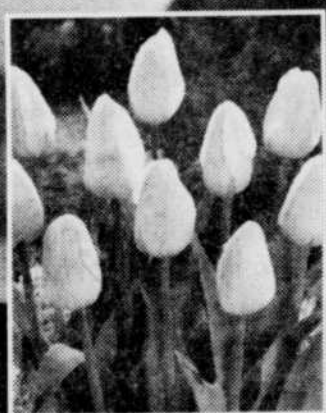
praticienne en P.N.L., consultante en développement de la communication
Ateliers:
Vaincre les difficultés d'apprentissage
Quoi faire? Comment faire?
Parents:
Libérer les tensions reliées aux travaux scolaires.
Étudiants:
Faciliter l'apprentissage et développer la confiance en soi par des techniques accessibles et efficaces.

GRANDIOSE
PROGRAMMATION NEURO-LINGUISTIQUE PERSONNALISÉE

Soirée info-échange
(418) 842-8468 (514) 447-8636

POURQUOI RÉSISTER...

aux charmes d'un printemps tout en fleurs



BULBES À FLORAISON PRINTANIÈRE

*pour plantation immédiate

250 variétés de bulbes:
tulipes, narcisses, crocus, jacinthes, muscaris, perce-neige, etc...

BOÎTE DE 50 BULBES:

Tulipes Darwin hybride couleurs en mélange

11 99\$

SPÉCIAUX EN PÉPINIÈRE:

*saint-foy

CÈDRE NOIR CULTIVE (pour haie)
Thuja nigra

1487\$ 80 cm

1787\$ 90 cm

SAULE ARTICQUE

1 gal (Quantité de 15 et +)

387\$

CARAGANA ARB.

1 gal (Quantité de 15 et +)

387\$

2 gal (Quantité de 15 et +)

527\$

COTONEASTER ACU.

2 gal (Quantité de 15 et +)

527\$



centre jardin

HAMEL

Votre jardinier-conseil

• ANCIENNE-LORETTE
6029, boul. Hamel

• BEAUPORT
1350, boul. des Chutes

Pre en vigueur jusqu'au 27 sept. 1993 ou jusqu'à épuisement de la marchandise

• CHARLESBOURG
1169, 80^e Rue Est

• LÉVIS
4800, boul. de la Rive-Sud

• SAINTE-FOY
Halles de Sainte-Foy



Le seul ayant un département de service ouvert tous les soirs, jusqu'à 10h30

La grande LIQUIDATION DES MODÈLES 1993

Rabais jusqu'à **1 800\$**



ELANTRA 1993

LE PROGRAMME D'ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 HEURES HYUNDAI

SONATA 1993



Rabais jusqu'à **2 700\$**

Le plus gros inventaire Hyundai à Québec

Depuis 4 ans, celui qui vend le plus de voitures neuves dans l'est du Québec, il doit bien y avoir une raison!

STE-FOY CD HYUNDAI

2650, Dalton, Parc Colbert, Sainte-Foy

654-9292

JE PRENDS LE PARTI DE MIL DAVIE

PARCE QUE ...

- MIL Davie est rentable depuis 1991 et propose un plan d'affaires réaliste. Le chantier a un urgent besoin de contrats transitoires lui donnant le temps nécessaire à sa réorientation.
- MIL Davie et ses 3 000 employé(e)s apportent plus de 150 millions de dollars dans l'économie régionale.
- Les gouvernements n'ont encore jamais adopté de mesures concrètes d'encouragement à l'industrie maritime. Il est grandement temps qu'ils agissent, en recherche et développement par exemple.
- Depuis la fin des années 70, le Québec a vu son industrie de la construction navale passer de 50 % à 19 % de la part canadienne. Pendant ce temps, les différents gouvernements fédéraux ont financé, et encore récemment, la construction de nouveaux chantiers et en ont subventionné d'autres ailleurs au pays.
- En octroyant à MIL Davie des contrats qui sont en attente depuis plusieurs années déjà, le gouvernement fédéral pourrait faire d'une pierre deux coups: solutionner des problèmes qui traînent et maintenir des milliers d'emplois au chantier.
- Les investissements des dernières années ainsi que l'augmentation de productivité ont fait de MIL Davie un chantier naval capable de réussir sur le marché international.
- Il est plus facile et surtout moins coûteux de conserver les milliers d'emplois générés actuellement par MIL Davie que d'essayer d'en créer de nouveaux.
- Si les événements menaient à la fermeture de MIL Davie, on peut être assuré de vivre un véritable cauchemar économique régional. Selon les chiffres de l'Association canadienne de l'industrie maritime, 7 000 emplois indirects seraient touchés... en plus des 3 000 emplois directs perdus.
- MIL Davie constitue le seul chantier naval majeur du corridor fluvial Saint-Laurent/Grands Lacs. Si l'on veut conserver un véritable potentiel portuaire dans la région, il faut pouvoir offrir aux armateurs des facilités d'entretien et de réparation sur le Saint-Laurent.
- La mise en oeuvre du nouveau plan d'affaires proposé par MIL Davie permettrait de consolider des milliers d'emplois dans la région pour les quinze prochaines années.
- Avec ses quelque 3 000 emplois, le chantier MIL Davie est de loin la plus grande entreprise manufacturière de la région. Son poids économique pour la grande région de Québec rejoint celui de Desjardins et dépasse celui de Daishowa.
- MIL Davie est le dernier chantier naval majeur au Québec. Si ce chantier disparaissait, c'est l'industrie québécoise de la construction navale qui s'éteindrait avec lui.

DES PARTENAIRES DANS L'ACTION CAISSES DE LA CITÉ DESJARDINS, CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE POINTE-LÉVY, CONSEIL RÉGIONAL DE CONCERTATION ET DE DÉVELOPPEMENT CHAUDIÈRE-APPALACHES, MRC DE DESJARDINS ET CHUTES-DE-LA-CHAUDIÈRE, VILLE DE LÉVIS, MUNICIPALITÉ DE ST-HENRI, MUNICIPALITÉ DE PINTENDRE, MUNICIPALITÉ DE ST-JOSEPH-DE-LA-POINTE-DE-LÉVY, SOCIÉTÉ DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC MÉTROPOLITAIN

DES APPUIS DE PARTOUT CHAMBRE DE COMMERCE DE LA RIVE-SUD, CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU QUÉBEC MÉTROPOLITAIN, CHAMBRE DE COMMERCE, INDUSTRIE ET TOURISME DE CAP ST-IGNACE, CHAMBRE DE COMMERCE DE MONTMAGNY, CHAMBRE DE COMMERCE DE ST-ÉPHREM, CHAMBRE DE COMMERCE DE ST-JOSEPH DE BEAUCE, CHAMBRE DE COMMERCE ST-VICTOR DE BEAUCE, CHAMBRE DE COMMERCE RÉGIONALE DE STE-FOY, COMMUNAUTÉ URBAINE DE QUÉBEC, MRC DE BELLECHASSE, MRC DE L'AMIANTE, MRC DE L'ISLET, MRC ROBERT CLICHE, SOCIÉTÉ DU PARC INDUSTRIEL ET PORTUAIRE QUÉBEC-SUD, VILLE DE BEAUPORT, VILLE DE CHARLESBOURG, CONSEIL ÉCONOMIQUE DES CHUTES-DE-LA-CHAUDIÈRE, VILLE DE QUÉBEC, LE CONSEIL DU PATRONAT DU QUÉBEC DANS LE CADRE DE «RENDEZ-VOUS ÉCONOMIQUE 1993», GROUPE D'ACTION POUR L'AVANCEMENT TECHNOLOGIQUE ET INDUSTRIEL DE LA RÉGION DE QUÉBEC (GATIQ) ET BEAUCOUP D'AUTRES À VENIR.

COMITÉ ACTION
MIL
DAVIE

Une candidate conservatrice souverainiste en Beauce

SAINT-GEORGES — La candidate du Parti conservateur pour le comté de Beauce, Jeannine Bourque, a surpris hier en lançant sa campagne avec l'aveu qu'elle est très nationaliste, voire souverainiste.

par PIERRE-PAUL NOREAU
LE SOLEIL

« Pour moi, nationaliste ou souverainiste c'est la même affaire... », a-t-elle répondu en conférence de presse, après avoir insisté sur sa ferveur nationaliste et après avoir distribué un curriculum vitae qui mentionne son travail à l'exécutif national du Parti québécois.

« Mais tant et aussi longtemps que nous allons payer des taxes à Ottawa, je considère que les Beaucerons doivent être représentés au sein du gouvernement fédéral »,

a-t-elle aussitôt poursuivi, écartant ainsi l'option du Bloc québécois.

De toute façon, l'ancienne présidente de l'Union des producteurs agricoles (UPA) de Québec-Sud qui exploite toujours une importante ferme porcine, a déjà oeuvré au sein de la machine fédérale, ayant entre autres siégé comme administratrice à la Société agricole du Canada.

Dans cette course électorale lancée il y a déjà plus de deux semaines, Jeannine Bourque arrive sur le tard. Les conservateurs ont effectivement dû frapper à

plusieurs portes, et à la sienne plusieurs fois, avant de trouver quelqu'un qui accepte de porter leurs couleurs.

L'agricultrice de 54 ans avait d'ailleurs publiquement décliné l'offre en invoquant des raisons de santé, son peu d'attrait pour les voyages à Ottawa et son désir de continuer à oeuvrer avec la base.

Mais c'était avant que Kim Campbell ne lui téléphone personnellement, cette semaine, pour l'inviter à se joindre à son équipe. « Quand la première ministre du pays te demande quelque chose, c'est bien difficile de refuser » a-t-elle fait valoir hier.

Avec l'aide de l'équipe en place, Mme Bourque soutient malgré tout être en mesure de rattraper le

député sortant, Gilles Bernier, que Kim Campbell a chassé à cause de ses démêlés avec la justice.

« Je ne fais jamais les choses à moitié », explique Mme Bourque, qui admet tout de même que le défi n'est pas mince. « Qu'est-ce que je fais ici ? » ont d'ailleurs été les tout premiers mots prononcés devant les caméras de télévision hier.

Enfin, même si elle se défend de vouloir attaquer l'intégrité de celui qu'elle remplace sous l'étiquette conservatrice, Mme Bourque, tout comme son directeur des communications qui l'a précédée au micro hier, ont souligné l'importance de l'honnêteté, de la transparence et de l'intégrité dans cette campagne électorale.

SAMEDI 25 SEPTEMBRE *Journée impossible*

25%

RABAIS SUPPLÉMENTAIRE SUR TOUTES LES ÉTIQUETTES ROUGES

PROFITEZ DE CETTE JOURNÉE DE RABAIS IMPOSSIBLES

AUCUN PAIEMENT AVANT MARS 1994*

*Conditionnel à l'approbation du crédit-Acompte 30%

Participez à notre grand tirage
"GAGNEZ LES MEUBLES DE VOS RÊVES"

VALEUR 10 000 \$

Aucun achat requis, voir détails en magasin

LA GALERIE DU MEUBLE

5 MAGASINS BIEN DIFFÉRENTS

▲ CLASSIQUE:
1215, boul. Charest O.
Tél.: 681-0171

■ CONTEMPORAIN:
18, rue Courcellette
Tél.: 681-0171

◆ ROCHE BOBOIS:
9, rue Courcellette
Tél.: 681-4101

● CUIR NO 1:
2960, boul. Laurier
Tél.: 681-0171

▲ SOFA DESIGN:
10, rue Courcellette
Tél.: 681-2302

OUVERT
LE DIMANCHE
DE 12 H À 17 H

LUNDI AU MERCREDI 9 H À 17 H 30 • JEUDI ET VENDREDI 9 H À 21 H • SAMEDI 9 H À 17 H • DIMANCHE 12 H À 17 H



BANANES
Produit importé



37¢
82¢ le kilo la livre

PATATES
10 livres
Produit du Québec



97¢
sac 10 livres

LAITUE
FRISÉE
Produit du Québec



47¢
chacune

CAROTTES
NANTAISE 10 lbs
Produit du Québec



1.67\$
sac 10 livres

POMME LOBO
SAC de 4 livres
Produit du Québec



1.97\$
sac 4 livres

CANTALOUPE
Produit des États-Unis, gr.23



97¢
chacun

CÉLERI
Produit du Québec, grosseur 24



67¢
chacun

BROCOLI
Produit du Québec, grosseur 14



97¢
chacun

LAITUE
ROMAINE
Produit du Québec, gr.16



57¢
chacune

CHAMPIGNONS
BLANC ou CAFÉ, frais, de l'Ontario



97¢
la chopine

POIRE
BARTLETT
Produit de Californie, mûre à point



97¢
2,14\$ le kilo la livre

AVOCAT "HASS"
Produit des États-Unis, gr.20



47¢
chacun

OIGNONS
5 livres
Produit du Québec



87¢
sac 5 livres

POIREAUX
Produit du Québec



67¢
chacun

NOMBREUX AUTRES SPÉCIAUX EN SUCCURSALE.
NOUS NOUS RÉSERVONS LE DROIT DE LIMITER LES QUANTITÉS.
SPÉCIAUX EN VIGUEUR JUSQU'AU 26 SEPTEMBRE 1993 INCLUSIVEMENT
DANS TOUTES NOS SUCCURSALES.

LE JARDIN MOBILE

VENTE anniversaire

AUCUN COMPTANT • AUCUN PAIEMENT • AUCUN INTÉRÊT

COMMENCEZ
À PAYER DANS

1 AN

SUR TOUTE LA MARCHANDISE

LE 12 SEPTEMBRE
1994

VENTE anniversaire

AUCUN COMPTANT • AUCUN PAIEMENT • AUCUN INTÉRÊT



ZENITH
20 po
TÉLÉVISEUR
20 po
(121280)

399⁹⁵
GARANTIE:
36 mois
100% pièces et
main-d'œuvre



ZENITH
26 po
stéréo.
RÉCEPTEUR MONITEUR
STÉRÉO (122748)

599⁹⁵
GARANTIE:
36 mois
100% pièces et
main-d'œuvre



ZENITH
29 po
stéréo
SYSTÈME 3 PERFECTIONNE
RÉCEPTEUR MONITEUR
29 po STÉRÉO (120144)

699⁹⁵
GARANTIE:
36 mois
100% pièces et
main-d'œuvre



RCA
21 po
RÉCEPTEUR
MONITEUR 20 po
(123862) visible
Menu à l'écran
Télécommande

359⁹⁵
GARANTIE:
36 mois
100% pièces et
main-d'œuvre



RCA
28 po
RÉCEPTEUR MONITEUR
STÉRÉO 26 po
(123865) visible
Image en médaille
Télécommande universelle
«Color Track Plus»

699⁹⁵
GARANTIE:
36 mois
100% pièces et
main-d'œuvre



TOSHIBA
28 po
RÉCEPTEUR MONITEUR
STÉRÉO (109442)

699⁹⁵
GARANTIE:
36 mois
100% pièces et
main-d'œuvre



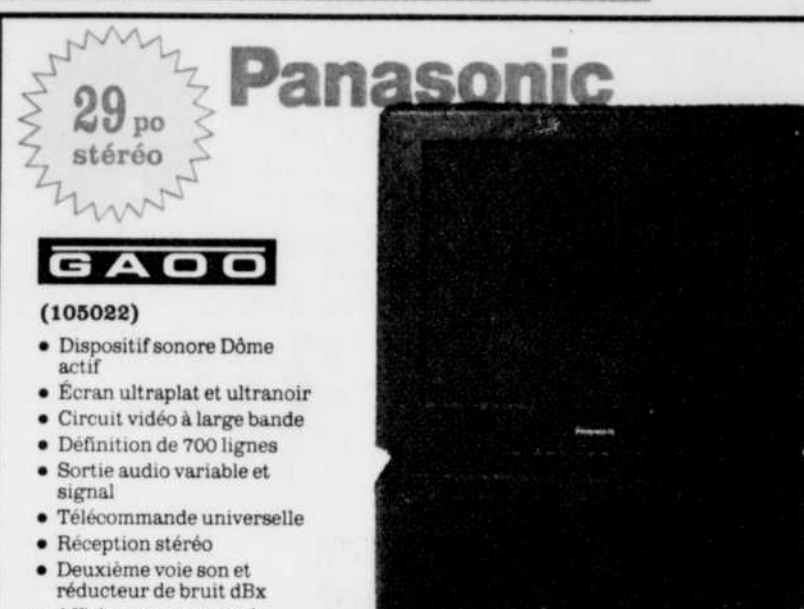
RCA
33 po
RÉCEPTEUR MONITEUR STÉRÉO
31 po (123869) visible
Panneau arrière: 5 prises
audio-vidéo et prise S-HS
Stéréo «Broadcast» avec son «XS»
Télécommande universelle

1199⁹⁵
GARANTIE:
36 mois
100% pièces et
main-d'œuvre



RCA
37 po
RÉCEPTEUR MONITEUR STÉRÉO
35 po (123871) visible
Son ambiophonique Matrix
Télécommande universelle
Panneau arrière avec 13 prises
audio-vidéo et prise S-VHS

1899⁹⁵
GARANTIE:
36 mois
100% pièces et
main-d'œuvre



Panasonic
29 po
stéréo
GAOO
(105082)

- Dispositif sonore Dôme
- Écran ultraplat et ultranoir
- Circuit vidéo à large bande
- Définition de 700 lignes
- Sortie audio variable et signal
- Télécommande universelle
- Réception stéréo
- Deuxième voie son et réducteur de bruit dBx
- Affichage avec menu à l'écran

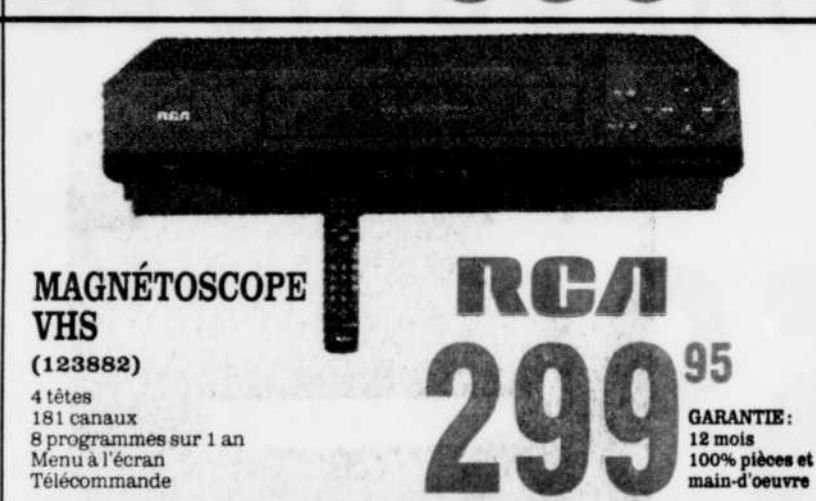
MEUBLE INCLUS

1199⁹⁵
GARANTIE:
36 mois
100% pièces et
main-d'œuvre



ZENITH
4 TÊTES
HI-FI
MAGNÉTOSCOPE VHS
(114172)

399⁹⁵
GARANTIE:
36 mois
100% pièces et
main-d'œuvre



RCA
4 têtes
MAGNÉTOSCOPE
VHS
(123882)

299⁹⁵
GARANTIE:
36 mois
100% pièces et
main-d'œuvre



MITSUBISHI
37 po
RÉCEPTEUR
MONITEUR
STÉRÉO
(113777)

Télécommande
unifiée multifonction
Syntonisation de
181 canaux
Programmation
automatique
Tube-image à matrice
noire sombre
Diamond Vision
Réception stéréo MTS
avec réduction de
bruit DBX

• Image sur image

1999⁹⁵
GARANTIE:
36 mois
100% pièces et
main-d'œuvre
Base en sus



RCA
4 têtes
MAGNÉTOSCOPE VHS
(123885)

449⁹⁵
GARANTIE:
36 mois
100% pièces et
main-d'œuvre



MITSUBISHI
4 têtes
MAGNÉTOSCOPE VHS
(121980)

349⁹⁵
GARANTIE:
36 mois
100% pièces et
main-d'œuvre



Panasonic
CAMÉSCOPE (108093)
ADAPTATEUR Compatible avec tout
magnétoscope VHS
Inclus
Éclairage 1 lux
Zoom 6:1
Tête d'effacement
Robuste
Lumière incluse

899⁹⁵
GARANTIE:
36 mois
100% pièces et
main-d'œuvre



RCA
CAMÉRA VHS
(123857)

Zoom 12:1
1 lux
Double audio-vidéo
Titrage

799⁹⁵
GARANTIE:
36 mois
100% pièces et
main-d'œuvre



RCA
CAMÉRA 8 mm
(123875)

Zoom 10:1
1 lux
Télécommande
Tête flottante
Nettoyage des têtes automatique

899⁹⁵
GARANTIE:
36 mois
100% pièces et
main-d'œuvre

GRATUIT
VALISE TRÉPÉD
TÉLÉCOMMANDE



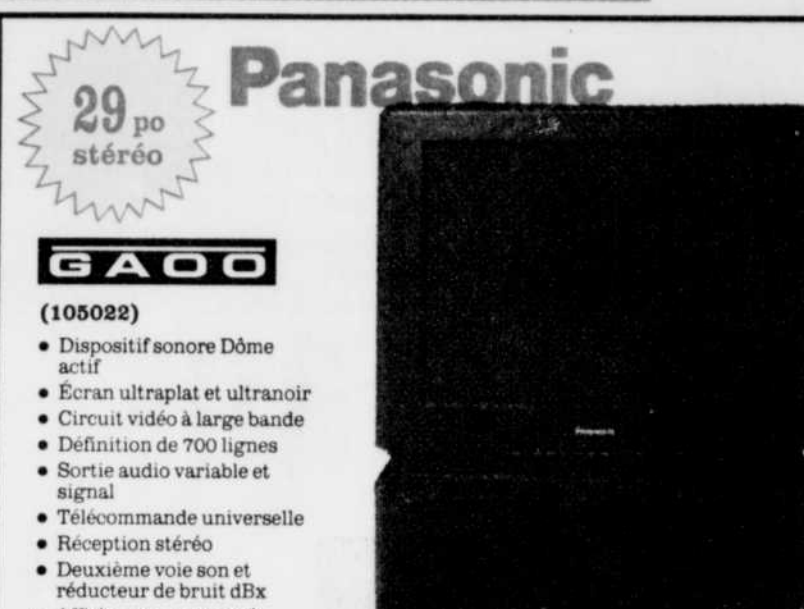
MITSUBISHI
300 WATTS
TOTAL
RABAIS
DE 500\$
MEUBLE INCLUS

1799⁹⁵
GARANTIE:
36 mois
100% pièces et
main-d'œuvre



Technics
220 WATTS
AU TOTAL
LECTEUR AU LASER INCLUS
MEUBLE INCLUS

1199⁹⁵
GARANTIE:
36 mois
100% pièces et
main-d'œuvre



KENWOOD
100 WATTS
AU TOTAL
LECTEUR AU LASER INCLUS
NOUVEAUTÉ 1994

699⁹⁵
GARANTIE:
36 mois
100% pièces et
main-d'œuvre



HITACHI
8 mm
CAMÉRA (122388)

Objectif «ZoomCam» à focale variable 16x
avec lentille F1.4
Grossissement instantané de la focale
variable (ratio 1.5x)
Éclairage minimal de 1 lux
Adaptateur encliquetable pour lumière
(facultative) de traitement optimal de la
couleur
Nouvelle télécommande «Video Brain»
(14 téléviseurs)

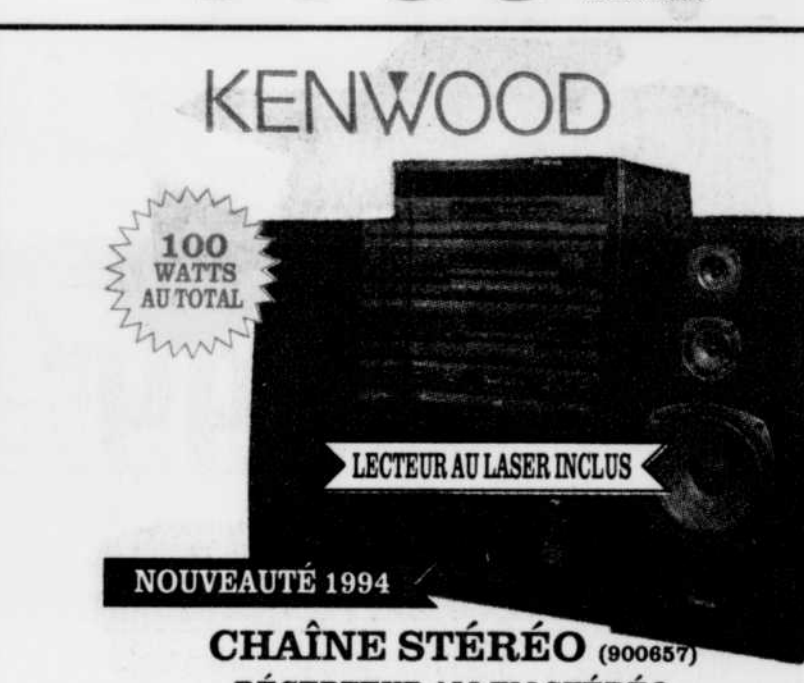
999⁹⁵
GARANTIE:
36 mois
100% pièces et
main-d'œuvre



CHAÎNE STÉRÉO (900687)
RÉCEPTEUR AM-FM STÉRÉO
220 WATTS AU TOTAL

- Mémoire pour 24 stations • Double platine à cassette
- Lecteur au laser à 5 disques • Enceintes acoustiques 3 voies
- Télécommande

1199⁹⁵
GARANTIE:
36 mois
100% pièces et
main-d'œuvre



CHAÎNE STÉRÉO (900687)
RÉCEPTEUR AM-FM STÉRÉO
100 WATTS AU TOTAL

- Mémoire pour 24 stations • Double platine à cassette
- Lecteur au laser à 5 disques • Enceintes acoustiques 3 voies
- (meuble en sus) • Télécommande

699⁹⁵
GARANTIE:
36 mois
100% pièces et
main-d'œuvre



999⁹⁵
GARANTIE:
36 mois
100% pièces et
main-d'œuvre



999⁹⁵
GARANTIE:
36 mois
100% pièces et
main-d'œuvre



Panasonic
CAMÉSCOPE (94859)

AM-FM stéréo
Double cassette à inversion
automatique
Lecteur de disque au laser
Enceintes détachables
Télécommande

449⁹⁵
GARANTIE:
36 mois
100% pièces et
main-d'œuvre

A MEUBLEMENTS
TANGUAY
ÉLECTRONIQUE

LIVRAISON ET SERVICE GRATUITS À LA GRANDEUR DE LA PROVINCE

LÉVIS:
5720, boul. Étienne-Dalloire
(angle Kennedy)
833-4511

BEAUPORT:
535, boul. Ste-Anne
667-6282

TROIS-RIVIÈRES:
2200, boul. des Recollets
(819) 373-1111

POINTE-AU-PÈRE:
822, boul. Ste-Anne (rte 132)
COMTE DE RIMOUSKI
725-4411

LES SAULES:
Carrefour Les Saules
5150, boul. l'Ormière
871-4411

LIVRAISON ET SERVICE:
QUÉBEC: 847-4411
TROIS-RIVIÈRES: (819) 373-1111
RIMOUSKI: 725-4411

**OUVERT
LE DIMANCHE**
de midi à 17 h
(Sauf Pointe-au-Père)

A MEUBLEMENTS
TANGUAY
ÉLECTRONIQUE

ÉLECTIONS '93

Morceaux choisis

Quelques commentaires tenus hier:
 « Je m'engage formellement à ne pas retirer ma pension avant 65 ans. Vous venez d'épargner un million. » — GUYMOND FORTIN, candidat libéral dans Laval-Centre
 « Il serait peut-être intéressant de rencontrer le premier ministre de l'Italie parce que ça change chaque semaine. On pourrait se faire beaucoup d'amis. » — KIM CAMPBELL
 « Cet été, elle (Kim Campbell) dansait le twist, maintenant, c'est le raspa : un pas en avant, quelques-uns en arrière. » — JEAN CHRETIEN

ANGLIAN

Parlez-vous anglais?

- Cours privé (Anglais-Espagnol-Français)
- Cours petit groupe (3 à 5), à partir de 295 \$
- Cours sur vidéo-cassettes
- "Accent sur l'anglais"
- Méthode visuelle
- "Magnetic way into languages"
- Cours spécialisés aux entreprises
- Formation en entreprise

Pour être toujours à son avantage!

ANGLIAN

ÉCOLE DE LANGUES

2860, chemin Quatre-Bourgeois,

bureau 101

Sainte-Foy (Québec) G1V 1Y3

650-1265

Priorité au dossier MIL Davie, presse la Chambre de commerce

QUÉBEC — Le dossier du chantier MIL Davie a atteint un point critique dans le temps et les formations politiques se doivent d'expliquer d'ici le 25 octobre les solutions qu'ils envisagent pour assurer la reconversion de la plus importante entreprise industrielle de la région de Québec.

par GUY BENJAMIN
LE SOLEIL

Tel est le point de vue de la Chambre de commerce et d'industrie du Québec métropolitain exprimé par la voix de son président, M. Pierre Jadoul, hier matin, alors que l'organisme divulguait les quatre questions qui seront posées aux chefs des partis qui accepteront de se présenter devant les membres lors de diner-conférence.

Jusqu'à maintenant, Lucien Bouchard est le seul chef de parti qui a répondu à l'invitation de la chambre, qui ne cache pas son inquiétude de voir les autres chefs décliner son invitation. Lors des élections précédentes, les chefs des partis ont toujours répondu positivement à l'invitation.

Le dossier de la MIL Davie est important parce qu'il touche 3500 emplois, mais aussi parce qu'une telle industrie majeure entraîne dans son sillage de nombreuses petites et moyennes entreprises, précise M. Jadoul.

La chambre se préoccupe aussi des dossiers du centre des congrès de Québec (on attend 27 millions \$ du fédéral), de l'agrandissement de l'aérogare, 16 millions \$, et de l'implantation dans le parc technologique du laboratoire de métrologie.

M. Jadoul souligne qu'en raison du retard dans le dossier du centre des congrès, la région de Québec vient de rater l'année 1995 pour la tenue de congrès majeurs, compte tenu des délais de construction. Selon le président de la chambre, la décision



M. Pierre Jadoul, président de la Chambre de commerce et d'industrie du Québec métropolitain, et le vice-président exécutif de l'organisme, M. Gilles Drolet.

du fédéral aurait dû venir bien avant les élections.

M. Jadoul précise que la chambre est un organisme apolitique et désire le demeurer. À son point de vue, un centre des congrès à Québec est un outil de développement régional qui doit se placer au-delà de toute partisanerie.

Pour la Chambre de commerce, la question de l'agrandissement de l'aérogare est une suite logique au centre des congrès,

car il faut une infrastructure capable d'accueillir les congressistes.

La question sur la MIL Davie est la quatrième que la chambre posera aux chefs des partis. Les trois autres se rapportent aux solutions envisagées « pour régler la question cruciale de l'endettement et de la détérioration des finances publiques ; pour régler la question des chevauchements de juridiction entre le fédéral et les provinces ; et pour relancer l'emploi. »



LES SEPT-CHUTES

Site touristique
d'interprétation
et de plein air

une douce évasion...



Pour:

la pureté de l'air,

la puissance de l'eau,

la générosité de la terre,

l'étincelle au cœur...

HORAIRE

Ouvert tous les jours de 10 h à 17 h jusqu'au 11 octobre

RENSEIGNEMENTS

(418) 826-3139

ENTRÉE

Adulte: 5\$, âge de 13-17 ans: 4\$, enfant de 6 à 12 ans: 3\$, gratuit pour les enfants de moins de 6 ans

SERVICES OFFERTS:

Visites guidées au barrage et à la centrale. Diaporama au centre d'interprétation. Aires de pique-nique et de jeux, sentiers pédestres, restaurant licencié, bar laitier.

LOCALISATION

De Québec, route 138 Est, sortie Mont-Sainte-Anne, adresse: 4520, Royale, St-Ferriol-les-Neiges

SUR PRÉSENTATION DE CE COUPON, OBTENEZ UNE ENTRÉE GRATUITE POUR UN ENFANT ÂGÉ DE 6 À 12 ANS (valeur 3\$)

Un seul coupon accepté par véhicule. Valable jusqu'au 11 octobre 1993. Reproduction non acceptée. Coupon non monnayable.

« Le respect du détail, en tout temps, en tout lieu »

Photographie: vitrail du mausolée, Parc commémoratif La Souvenance.

DOSSIER PRÉVOYANCE

En tout temps

Chez Lépine Cloutier, nous comprenons que le départ d'un être cher vous plonge dans le désarroi. C'est pourquoi nous demeurons à votre entière disposition. Une simple communication téléphonique de votre part, à toute heure du jour ou de la nuit, et notre équipe se met immédiatement à l'œuvre afin de coordonner le tout avec discrétion et professionnalisme.

En tout lieu

Grâce à nos quatorze funérariums et nos deux parcs commémoratifs, nous sommes à votre service, peu importe l'endroit où vous habitez.

Le préarrangement aide-t-il à prévenir les tracas et soucis entourant un décès?

Oui. Le préarrangement évite aux vôtres les décisions précipitées et parfois onéreuses, souvent prises

sous le coup de l'émotion. De plus, acquis au prix d'aujourd'hui, il vous assure qu'aucun coût additionnel ne sera à débours suite au décès.

Le Dossier Prévoyance

Pour de plus amples renseignements sur les nombreuses formalités pratiques et juridiques qu'entraîne un décès et pour en savoir plus sur le préarrangement, obtenez gratuitement le Dossier Prévoyance en complétant le coupon ci-dessous. Retournez-le à Lépine Cloutier, C.P. 1343, Québec (Québec) G1K 3P9.

Vous pouvez également communiquer avec nous au 529-3371.

Oui, je souhaite recevoir le Dossier Prévoyance et avoir plus d'informations sur le préarrangement.

NOM: _____

ADRESSE: _____

VILLE: _____

CODE POSTAL: _____

TÉL.: _____

Lépine Cloutier

LE RESPECT DU DÉTAIL

M. LESSARD

LE PREMIER CONCESSIONNAIRE HYUNDAI À QUÉBEC



SONATA

1993
Transmission automatique
(sans frais)

11,995\$

Photo à titre indicatif
Transport, préparation et taxes en sus
Cette offre est d'une durée limitée

HYUNDAI
On évolue à votre avantage

LE PROGRAMME D'ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 HEURES HYUNDAI
Par l'entremise de L'Assurance-Québec, affilié à L'CAA

5 ANS
GARANTIE

LESSARD

M. LESSARD Ltée
659, Boul. St-Joseph
Québec
418-623-5471

Le seul concessionnaire Hyundai de la région dont les ateliers sont recommandés par le Club Automobile

BIENTÔT 50 ANS AU SERVICE DES AUTOMOBILISTES



ÉLECTIONS '93

Un million dans la pub

MONTREAL (PC) — Le Bloc québécois consacrera un total de 1 million \$ en différents types de publicité au cours de la campagne électorale. À la télévision, les sommes serviront à la diffusion de dix annonces publicitaires de 30 secondes chacune sur les quatre réseaux francophones de télévision au Québec. Les messages seront constitués principalement de témoignages de gens déçus par les « vieux partis » responsables de l'augmentation du déficit et des taxes et qui mettent maintenant leur espoir dans le Bloc québécois. Le chef Lucien Bouchard n'apparaîtra dans ces annonces qu'à la dernière semaine de la course électorale. Le 30 septembre, une message publicitaire sera inséré dans la nouvelle télé-série « Blanche ». Le Bloc québécois aurait pu acheter cinq minutes de publicité sur les réseaux anglophones mais « ce n'est pas notre priorité », a dit le député et candidat dans Laurier-Sainte-Marie Gilles Duceppe.

Chrétien esquive un débat dans son comté

(PC) — Le chef du Parti libéral du Canada et candidat dans le comté de Saint-Maurice, Jean Chrétien, vient de refuser de participer à des débats locaux en compagnie de ses adversaires. Le président de la Chambre de commerce de Grand-Mère, M. Pierre Branchaud, s'est fait dire qu'il est hors de question que M. Chrétien participe à un débat dans son comté, réservant toutes ses énergies pour le débat national avec les autres chefs. Mme Claire Gendron, une secrétaire de l'organisation Chrétien, devait mentionner qu'à la suite de vérifications, elle avait appris que M. Chrétien n'avait pas refusé de participer à un débat, mais que la date retenue ne lui convenait pas.

Les conservateurs ratent le noyautage du « prix bolo »

QUÉBEC — L'organisation du Parti conservateur de la région de Québec n'a pas réussi à faire « sortir » le vote en faveur de la candidate Christiane Gagnon du Bloc québécois dans Québec, de sorte qu'elle n'a pas remporté le « prix bolo ». Elle a été battue par le ministre québécois de la Santé, Marc-Yvan Côté.

par GUY BENJAMIN
LE SOLEIL

Le « prix bolo » est décerné tous les vendredis matins sur les ondes de la station CJRP, lors de l'émission matinale animée par Robert Gillet. Les auditeurs téléphonent au 670-9066 pour inscrire leur vote.

À la suite du débat à l'émission Le Point, diffusée mardi soir, au

cours de laquelle les trois candidats de la circonscription de Québec se sont affrontés, des membres de l'organisation du Parti conservateur ont fait parvenir un mot d'ordre « à tous les amis conservateurs », leur demandant de voter pour Christiane Gagnon afin de dénoncer ce que la note conservatrice qualifie de « piètre performance ». Les conservateurs ont perdu, puisque le prix a été donné à Marc-Yvan Côté.

Dans le message transmis aux amis conservateurs, et dont la station CJRP a obtenu copie, il était conseillé de téléphoner depuis la résidence et non pas des bureaux conservateurs, au cas où la station de radio soit équipée de la technologie Maestro, permettant de savoir d'où provient l'appel — ce qui n'est pas le cas, affirme-t-on à CJRP.

Chez les conservateurs, M. Paul Gagnon explique que le mot d'ordre ne vient pas du parti. Il s'agit de l'initiative de deux bénévoles, Sarah Perreault et Céline Blouin, dont le nom apparaît d'ailleurs sur la note.

L'agenda

Voici quelques-unes des activités prévues au calendrier des partis politiques aujourd'hui:

- La première ministre Kim Campbell est à Vancouver pour des rencontres privées.
- Le chef libéral Jean Chrétien visite les Franco-Ontariens de Timmins, puis ira à Sudbury et North Bay.
- Lucien Bouchard, du Bloc québécois, poursuit sa tournée dans le Bas-Saint-Laurent. Il s'arrêtera notamment à Rimouski, à Rivière-du-Loup et à Kamouraska.
- La néodémocrate Audrey McLaughlin fait campagne à Whitehorse.
- Preston Manning, du Reform Party est en tournée en Alberta.

ATTESTATION D'ÉTUDES COLLÉGIALES (A.E.C.) 902.13

AUCUN DROITS DE SCOLARITÉ À PAYER, AIDE FINANCIÈRE DISPONIBLE: PRÊTS ET BOURSES, ASSURANCE-CHÔMAGE, SPRINT ET AUTRES. FORMATION DE 900 HEURES OFFERTE LE JOUR À RAISON DE 25 HEURES PAR SEMAINE.

PROGRAMME EN ASSURANCE DE DOMMAGES
(DES PARTICULIERS ET DES ENTREPRISES): OPTION AGENT-E OU COURTIER

CONDITIONS D'ADMISSION:

- DÉTENER UN DIPLÔME D'ÉTUDES SECONDAIRES OU UNE ATTESTATION D'ÉQUIVALENCE OU UN DIPLÔME D'ÉTUDES COLLÉGIALES

DATES:

- DATE LIMITE D'UNE DEMANDE D'ADMISSION: 30 NOVEMBRE 1993
- DÉBUT DE LA FORMATION: 17 JANVIER 1994
- FIN DE LA FORMATION: 21 OCTOBRE 1994



CÉGEP DE SAINTE-FOY

Service de l'éducation des adultes

2410, chemin Sainte-Foy, Sainte-Foy (Québec) G1V 1T3

LOCAL A-228
Tél.: (418) 659-6620
Fax: (418) 659-7919

NOUS PAYONS LA TPS

DEUX PIÈCES

Tapis mur à mur
(Désodorisant inclus)

29⁹⁹

MAISON COMPLÈTE

5 pièces de tapis mur à mur
12 marches et un vestibule
(Désodorisant inclus)

79⁹⁹

1 CANAPÉ ET 1 FAUTEUIL

(Désodorisant inclus)

59⁹⁹

RABAIS DE

50%

sur traitement antitache

PME prix spéciaux



Équipement industriel à haute pression à vapeur

Nous garantissons le nettoyage

Une entreprise de chez nous
NETTOYEURS UNIS DE LA CAPITALE INC.

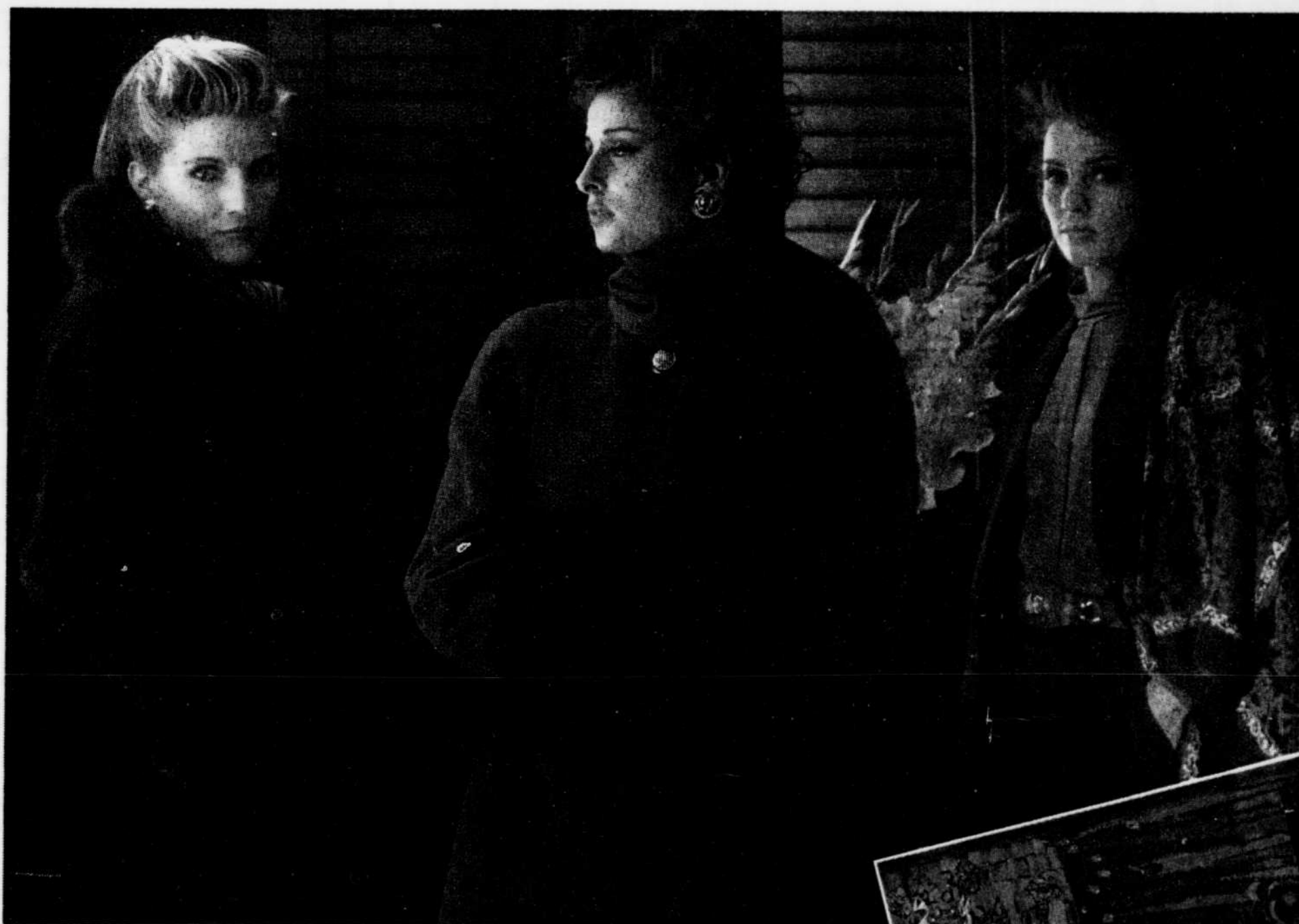
Pour rendez-vous

877-5567

877-9820

Cette offre se termine le 2 octobre 93.

BEAUPORT, CHARLESBOURG, SAINTE-FOY, CAP-ROUGE, SILLERY, QUÉBEC, ETC.



De gauche à droite : Boutique Elen, Salon Vocelle, Eaton.

LA MODE S'INSPIRE DE PELLAN

Jusqu'au 10 octobre, Place Ste-Foy puise son inspiration dans les œuvres d'Alfred Pellán pour vous présenter une mode automnale haute en couleurs. À ne pas manquer : Reproductions d'œuvres de Pellán et mannequins statiques en harmonie avec les toiles de l'artiste.

Vocelle inc.
Elen

EATON

Argent remis si la marchandise ne satisfait pas



Jardin vert © Alfred Pellán 1993/Vis'Art droit d'auteur inc.



MUSÉE DU QUÉBEC

Alfred Pellán, une rétrospective Au Musée du Québec à compter du 13 octobre 1993

Les souverainistes en faveur de l'«exception culturelle»

Le Québec doit appuyer la France au GATT

PARIS (PC) — Les souverainistes pressent Québec d'appuyer clairement la France dans le combat qu'elle mène pour le maintien d'une « exception culturelle » dans les négociations du GATT.

Au terme d'une visite à Paris, la candidate péquiste Louise Beaudoin a demandé hier au gouvernement Bourassa de « porter le dossier » au prochain sommet de la

francophonie, à la mi-octobre à Maurice. « Il faudrait que les chefs d'État et de gouvernements francophones, à l'initiative du Québec, se prononcent par résolution sur cette question primordiale », a déclaré l'émissaire en France de Jac-

ques Parizeau.

La France veut que soient exclus des négociations commerciales le cinéma et l'audio-visuel, ce que les Américains refusent catégoriquement. Un rejet de la position française aurait des conséquences graves pour l'industrie culturelle québécoise, prévient Mme Beaudoin, qui trouve

« scandaleux » que le gouvernement Bourassa « ne soit pas alerté de la menace ».

La culture (cinéma, télévision, disque et radio) est exclue de l'Accord de libre-échange nord-américain. Cela ne suffira pas cependant à protéger l'industrie québécoise, « menacée par la porte d'en arrière ».

Le monde des

FONCTIONNAIRES

par GILBERT LEDUC
LE SOLEIL

169 nouveaux postes pour digérer TVQ et TPS

Alors que l'heure est à la réduction des effectifs dans la fonction publique québécoise, le ministère du Revenu s'apprête à procéder à la création de 169 postes permanents pour la gestion administrative de la taxe de vente québécoise (TVQ) et de la taxe fédérale sur les produits et services (TPS).

Au bureau de la sous-ministre, Mme Gisèle Desrochers, on se défend bien de dire que l'on a mal évalué les ressources nécessaires pour répondre au besoin opérationnel de la gestion de la TVQ et de la TPS. « Le ministère est en période de rodage et de consolidation », explique le directeur du bureau de Mme Desrochers, M. Jacques Fortier. « Au fur et à mesure que le temps passe, nous prenons une meilleure maîtrise sur l'ensemble du dossier », précise-t-il.

Selon des sources, le ministère du Revenu éprouverait des difficultés au chapitre du traitement informatique de la masse d'informations à digérer. L'arrimage entre les systèmes informatiques des ministères du Revenu à Québec et à Ottawa ne semble pas être une sinécure. Selon M. Fortier, « ce qui complique les choses, c'est un secret de polichinelle, c'est le fait qu'il n'y a pas d'harmonisation complète entre la TVQ et la TPS. Il y a des particularités à Québec que l'on ne retrouve pas au fédéral ».

Au cours des derniers mois, alors que Québec et Ottawa finissaient par s'entendre sur les modalités permettant au gouvernement québécois de gérer l'administration de la TPS sur son territoire, des centaines de fonctionnaires fédéraux furent intégrés à la machine gouvernementale provinciale. Selon les explications fournies par le ministère du Revenu, l'ajout des 169 nouveaux postes n'est qu'un « ajustement » et allait permettre au Québec d'atteindre le « ratio canadien ». L'entente Canada-Québec établit la norme quant au personnel requis pour administrer la TPS. Cette norme s'inspire des évaluations faites pour connaître le nombre d'employés nécessaires pour gérer la TPS dans les autres provinces. « Le ratio canadien nous laissait une certaine marge de manœuvre, celle des 169 nouveaux postes ».

Dans le cadre de l'opération de réalignement, le ministère du Revenu procédera, au cours des trois prochaines années, à une réduction de 500 postes dans les rangs des fonctionnaires, professionnels et cadres. On insiste pour dire que tout sera mis en œuvre afin que les employés victimes des coupures puissent occuper l'un ou l'autre des 169 nouveaux postes.

Par ailleurs, dans un bulletin interne du ministère du Revenu, la sous-ministre Gisèle Desrochers signale que c'est à la fin du mois d'octobre que « d'importants changements » seront annoncés dans la structure administrative du ministère. Ces bouleversements s'inscrivent dans l'opération de réalignement gouvernemental et font suite aux nouvelles responsabilités inhérentes à l'entente avec Ottawa sur l'administration de la TPS.

Pour joindre l'auteur de ces lignes ou adresser vos communications :
Tribune de la presse, a/s de Gilbert Leduc, 1050, rue Saint-Augustin,
Bureau 222, Québec, G1R 5A4. Tél. : 644-4015 Fax : 647-3451

Toronto et Fredericton révèlent leurs intentions

OTTAWA (PC) — Le gouvernement néo-démocrate de l'Ontario est prêt à commencer la session législative d'automne en s'occupant de vieilles questions touchant les emplois et la croissance du déficit provincial.

« Je crois que le peuple canadien... veut un programme qui place dans une certaine perspective la question de l'emploi et du déficit », a déclaré hier à Ottawa le

premier ministre Bob Rae à l'issue d'une retraite de trois jours du caucus de 70 membres en vue de préparer la nouvelle session.

« Nous n'allons pas réussir à réduire le déficit tant qu'il n'y aura pas une vigoureuse reprise économique. »

Le gouvernement a annoncé jeudi que ses rentrées fiscales ont diminué de près de 1 milliard \$ durant l'exercice financier en cours à cause de la baisse de revenus de l'impôt sur le revenu.

Au Nouveau-Brunswick

Par ailleurs, le premier ministre Frank McKenna a annoncé un train de mesures qui, espère-t-il, permettront au gouvernement du Nouveau-Brunswick de mieux répondre aux besoins de la population et de se rapprocher des citoyens ordinaires.

Les vendredis de la compétitivité



Des séminaires sur les possibilités d'amélioration de la compétitivité du Québec et de ses entreprises

Prochain sujet : INNOVATION ET DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

Stéphane Gauvin, Réjean Landry, Jean-Louis Malouin et Muhittin Oral avec la collaboration de Richard Beaudry, CRIQ.

Le vendredi 1er octobre 1993, à midi, à la salle 2307, du Pavillon Palais-Prince à l'Université Laval.

GRATUIT

Apportez votre lunch ou achetez-le sur place. Renseignements : 656-2180

Présenté dans le cadre de l'Année de la compétitivité avec la collaboration de

Chambre de commerce et d'industrie du Québec métropolitain
Association des manufacturiers du Québec
Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie

Faculté des sciences de l'administration «Compétitivité et entrepreneurship»



UNIVERSITÉ LAVAL

INFORMATIONS SUR LES IMPLANTS DENTAIRES

Les étapes de fabrication des dents

La semaine dernière, nous avons décrit plus en détail la mise en place des implants, suivie quatre à six mois plus tard de la pose des piliers ou connecteurs transgingivaux. Ce délai de quatre à six mois représente le temps nécessaire aux cellules osseuses pour coloniser la surface de l'implant afin que ce dernier s'intègre assez fermement à la mâchoire pour servir d'ancrage solide aux dents postiches.

Une fois en place les racines artificielles que sont les implants, nous sommes prêts à fabriquer les dents. Environ six rendez-vous seront nécessaires, espacés chacun d'une à deux semaines : plus question d'anesthésie !

Au premier rendez-vous, une empreinte primaire sera prise afin de préparer le terrain pour une empreinte de très haute précision (deuxième rendez-vous) qui servira à reproduire de façon très fidèle sur un modèle de pierre la position des implants et la forme des gencives environnantes.

Une étroite collaboration entre le patient et le chirurgien-dentiste C'est à partir de ce modèle que sera

fabriquée une base d'acrylique coiffée d'un boudin de cire modifiable à volonté qui permettra, au troisième rendez-vous, de mesurer et de déterminer directement en bouche l'emplacement exact de chacune des dents à remplacer. Elles doivent s'harmoniser avec la position des lèvres, des joues, de la langue et des dents

antagonistes et adjacentes. Le dégauchement lors du sourire, la forme et le teint du visage sont d'autres paramètres à considérer lorsque le chirurgien-dentiste proposera au patient un choix de dents afin d'en déterminer la forme, la grosseur, la disposition et la couleur. C'est à ce moment que la complicité entre le patient et son dentiste est importante pour obtenir le résultat final désiré. Le premier verbalisera son souhait entre une dentition parfaitement droite et blanche et une dentition se rapprochant plus de la nature. Le chirurgien-dentiste guidera son patient en tenant compte de l'âge, du patron squelettique et de paramètres fonctionnels tels que la phonétique et la mastication.

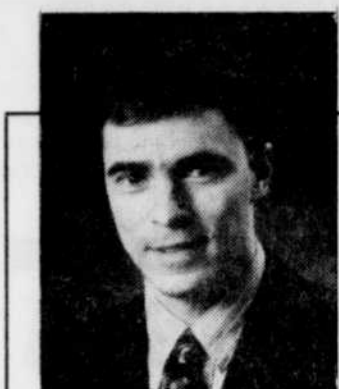
Toutes ces données serviront à reproduire fidèlement la bouche du patient sur un articulateur. Cet articulateur, ajusté selon les paramètres anatomiques du patient, reproduira fidèlement les mouvements de la mâchoire inférieure de celui-ci lors de la mastication. Ainsi, on pourra reconstruire une dentition dans toute sa splendeur et son efficacité.

Chaque patient est un cas particulier

Tout ceci permettra, lors du quatrième rendez-vous, de faire un essai des dents fixées aux implants. On pourra alors vérifier avec le patient si le montage des dents dans la cire correspond aux critères esthétiques et fonctionnels à respecter dans ce cas particulier. On pourra à l'occasion prévoir un deuxième essai au cas où des modifications importantes devraient être apportées au montage.

Le cinquième rendez-vous sera réservé à l'essayage du squelette de métal. C'est la structure qui sera vissée directement sur les piliers qui chapeautent les implants. C'est elle qui supportera toute la dentition.

Si le squelette métallique ne s'assied pas parfaitement sur les piliers, il devra être sectionné et indexé directement en bouche. Lorsqu'on sait qu'une seule vis servant à arrimer ce squelette métallique sur les implants est suffisamment puissante pour déplacer deux wagons de chemin de fer, on comprend facilement l'importance que l'on accorde à la précision de



Dr YVAN POITRAS

- Instructeur au programme canadien d'implantologie orale. Institut dentaire international, Montréal, 1993-1994.
- Fellow du Congrès international d'implantologie orale, 1993.
- Membre du Collège américain d'implantologie orale.
- Membre de l'Académie américaine d'osso-intégration, 1992.
- Certificat en régénération osseuse. Université de Pennsylvanie, 1992.
- Certificat en implantologie orale. Misch Implant Institute, États-Unis, 1991-1993.
- Cours en chirurgie et prosthodontie implantaire. Clinique du Dr Branemark, Suède, 1989.
- Chargé de cours. Université Laval, 1984-1989.
- Doctorat en médecine dentaire, 1984.

POITRAS

associés

5, boulevard Taché Est,
Montmagny (Québec)
G5V 1B6
(418) 248-2422

l'assise de cette structure sur les implants. Une dentition stable et éclatante Enfin, au dernier rendez-vous, le chirurgien-dentiste procédera à la mise en bouche des nouvelles dents fixées aux implants et effectuera les premiers ajustements. Parce que cette nouvelle dentition est stable, solide, esthétique et très fonctionnelle, elle offre plusieurs bonnes raisons de sourire. Au terme de cette expérience d'implantation, le patient ressent une satisfaction profonde d'avoir retrouvé une dentition fonctionnelle et d'apparence naturelle. Les quelques inconvénients ponctuels subis en cours de traitement sont alors largement compensés et pour longtemps !

Yvan Poitras



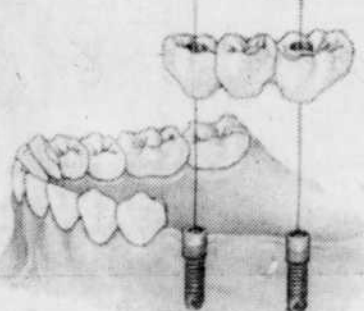
Dr PIERRE DUPONT

- Instructeur au programme canadien d'implantologie orale. Institut dentaire international, Montréal, 1993-1994.
- Fellow du Congrès international d'implantologie orale, 1993.
- Membre de l'Académie américaine d'osso-intégration, 1992.
- Certificat en implantologie orale. Misch Implant Institute, États-Unis, 1991-1993.
- Diplôme en biomatériaux et systèmes implantables. Université de Bordeaux II, France, 1993.
- Attestation d'étude et de recherche approfondies en implantologie orale. S.F.B.S.I. et Université de Bordeaux II, 1991-1992.
- Certificat en implantologie orale et reconstruction osseuse. Université de Lille, France, 1991.
- Cours de chirurgie et prosthodontie implantaire. Clinique du Dr Branemark, Suède, 1988.
- Doctorat en médecine dentaire, 1981.

DOCTEUR PIERRE DUPONT

CHIRURGIEN-DENTISTE

1379, chemin Sainte-Foy,
bureau 210, Québec, Canada,
G1S 2N2
(418) 527-1850



Ici, deux implants ont été mis en place avec leurs piliers respectifs dans le but de recevoir trois dents de remplacement.

Pour plus d'information, nous vous suggérons une consultation à nos bureaux ou chez votre dentiste.

Publi-Information

SOLDE SOUS LA TENTE DE PNEUS D'HIVER

2 DERNIERS JOURS ! SOLDE GIGANTESQUE DE PNEUS GOODYEAR

Visitez les Galeries de la Capitale. Pneus à prix fantastiques. Le stationnement est en face de McDonald's.

GRATIS! HUILE, FILTRE ET LUBRIFICATION À L'ACHAT DE DEUX PNEUS.

GRATIS! HUILE, FILTRE ET LUBRIFICATION ET INSPECTION DE LA GÉOMÉTRIE DES ROUES À L'ACHAT DE QUATRE PNEUS.



Collectionnez des milles aériens AIR MILES à l'achat de pneus et de services automobiles. Détails chez le détaillant participant.

RADIAL TOUTES SAISONS CORSA GT
À partir de
29.95\$
145R13 74S INL

PRIX POUR LIQUIDATION IMMÉDIATE PNEU D'HIVER ULTRA GRIP III
À partir de
38.95\$
145R13

PNEUS D'HIVER TRÈS AVANTAGEUX ULTRA GRIP N
À partir de
49.95\$
P155/80R13 BBTÉ

- ✓ PERMUTATION GRATUITE DES PNEUS
- ✓ MONTAGE COMPRIS
- ✓ AUCUN ACOMPTE, AUCUN INTÉRÊT

Le solde de pneus prend fin le 26 sept. 1993. Téléphonez pour obtenir les prix et les dimensions des autres articles à rabais. Les économies peuvent varier. Aucun acompte, aucun intérêt et jusqu'à quatre mois pour payer des achats de plus de 250.00 \$ par carte de crédit (suite à l'approbation du crédit). *Informez-vous sur l'offre de reprise de 100 \$ pour des pneus de 15 pouces, de 80 \$ pour des pneus de 14 pouces et de 60 \$ pour des pneus de 13 pouces à l'achat de pneus Aquatred.

GOODYEAR

QUÉBEC 1220, boul. Charest Ouest 5701, boul. Les Galeries	681-4646 622-4191	2600, boul. Montmorency 1766, boul. St Joseph	666-8900 628-0203	LÉVIS 155, Route du Président Kennedy STE-FOY 3115, boul. Hochelaga	833-3282 653-0841
--	----------------------	--	----------------------	---	----------------------

Six députés appuient déjà Daniel Johnson

QUÉBEC — Six députés d'arrière-ban ont « résolument » monté, hier, dans le train Johnson toujours en gare faute d'une locomotive bien accrochée, le principal intéressé ne s'étant pas encore commis officiellement.

par ROGER BELLEFUEILLE
LE SOLEIL

Ces élus sont Yvon Bordeleau (L'Acadie), Réjean Lafrenière (Gatineau), Christiane Pelchat (Vachon), Michel Tremblay (Rimouski), Paul-André Forget (Prévost) et Charles Messier (Saint-Hyacinthe).

Le représentant de L'Acadie voit en Daniel Johnson, celui, qui par ses responsabilités ministérielles, à « un portrait complet » des problèmes que le Québec aura à affronter au cours des prochaines années.

De son côté, Christiane Pelchat est convaincue qu'il s'agit du prototype même d'une nouvelle géné-

ration « d'homme politique », cependant que son collègue de Rimouski lui attribue d'emblée « le sens du leadership, la détermination et la compétence nécessaires pour tenir les rênes du gouvernement ».

Les autres ont en somme abondé dans le même sens. Le député de Saint-Hyacinthe résumait tous ces appuis en disant que le choix de Daniel Johnson « s'impose de lui-même ».



Professeur de formation, M. Picotte se présente comme le candidat du peuple, celui qui sait parler à monsieur Tout-le-monde, qui ne met pas de gants blancs pour expliquer son point de vue.

Picotte sera candidat

QUÉBEC (PC) — Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, Yvon Picotte, annoncera le 6 octobre sa candidature à la succession du premier ministre Robert Bourassa.

Il l'a lui-même confirmé hier avant son départ pour l'Europe.

M. Picotte est le premier aspirant au poste de chef du Parti libéral à faire part publiquement de son intention.

« Je ferai part de ma décision dès mon retour d'Europe, le 6 octobre », a dit M. Picotte. Sur

l'insistance du journaliste, au cours d'un entretien téléphonique, il a ajouté que « cette décision sera « très positive ».

M. Picotte participera la semaine prochaine à une réunion du GATT (General Agreement on Trade and Tariff) au sujet de nouveaux accords commerciaux en matière d'agriculture.

M. Picotte, qui aura 52 ans le mois prochain, est un vétéran parmi les parlementaires libéraux. Il y aura exactement 20 ans dans quelques semaines qu'il a été élu pour la première fois député de la circonscription de Maskinongé alors qu'il avait déjà fait un ancien président de

l'Assemblée nationale et ex-ministre de la Justice de l'Union nationale, Rémi Paul.

Depuis lors, M. Picotte a été réélu à chaque scrutin. Il a accédé au cabinet Bourassa après la reprise du pouvoir par les libéraux, le 2 décembre 1985. Il fut tour à tour ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche et ministre du Tourisme, ministre chargé des Pêcheries et ministre des Affaires municipales chargé de l'habitation, avant de prendre la direction du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et responsable du développement régional, poste qu'il occupe encore aujourd'hui.

ÉCOLE MARTEL
DANSE SOCIALE
COURS VARIABLES
624-2007 ou 523-7252
530-B, 63e Rue Est, Charlesbourg

(cl.) Lapointe
cliniques de denturologie

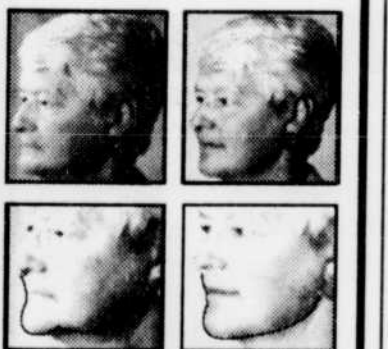
Rire c'est SÉRIEUX!

Bien sûr, nous avons le sens de l'humour. Mais quand nous parlons prothèses dentaires, nous sommes drôlement... SÉRIEUX!

Savez-vous que votre visage subit des transformations majeures au cours des ans? C'est pourquoi il est indispensable de consulter régulièrement un denturologiste.

Les denturologistes chevronnés des cliniques de denturologie Lapointe prennent le temps de vous écouter et de vous expliquer l'état de votre bouche. Ils vous conseillent sur les mesures nécessaires à prendre pour rir à belles dents.

Notre succès tient à notre professionnalisme : nous n'avons qu'un seul patient... C'EST VOUS!



- Plusieurs cliniques pour mieux vous servir
- Promesse de satisfaction
- Régions de Montréal et Québec un seul numéro pour mieux nous rejoindre
- Notre réseau de cliniques compte sur son propre laboratoire.
- Nous acceptons tous les programmes d'assurance dentaire

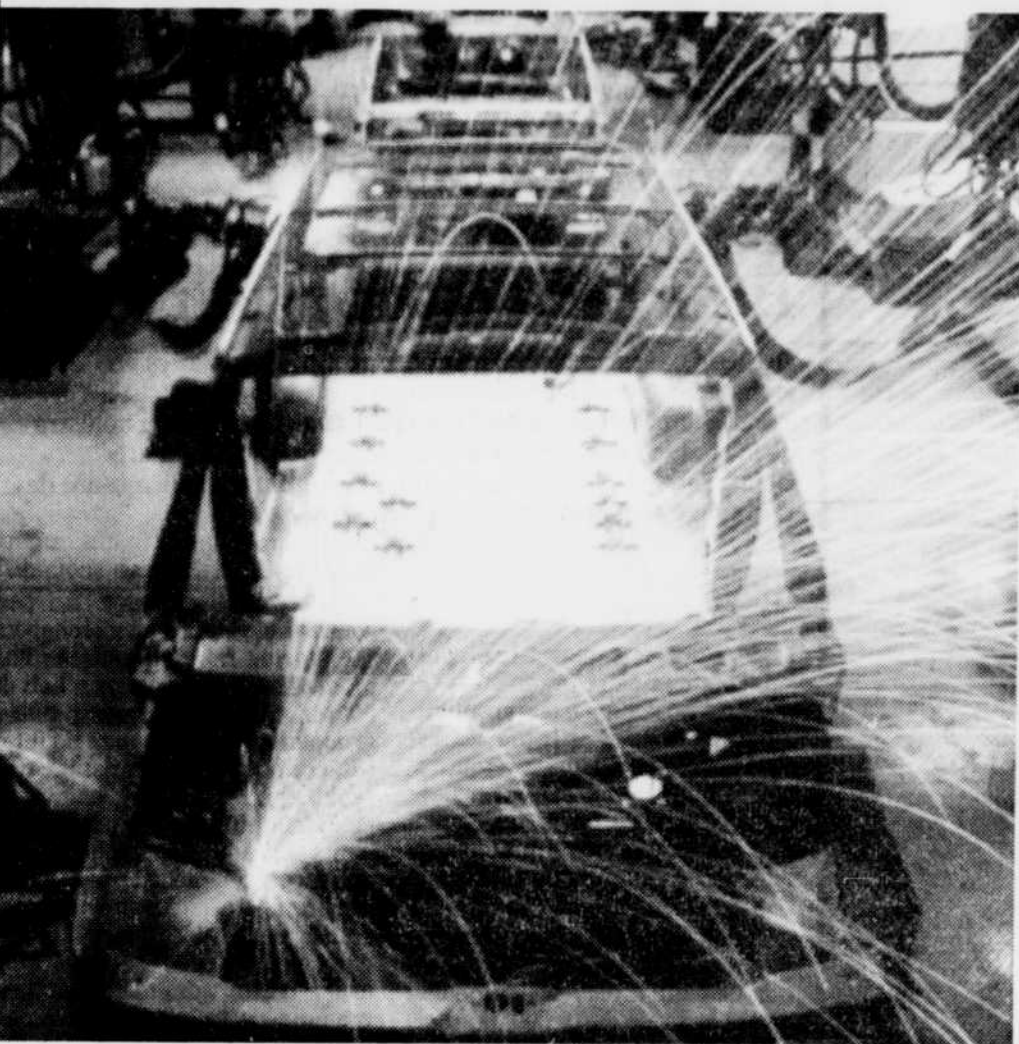
Lachine Montréal (centre Guy)
Laval (Centre) Montréal (metro Cadillac)
Longueuil Outremont
Louisville Québec
Montréal (metro Laval) Rivière-des-Prairies
St-Constant St-Damase
St-Hyacinthe

Composez notre nom :
Lapointe
527-6468

Gens de l'extérieur composez sans frais le : 1-800-363-0572

Concession Agi Design - photographie Christiane Daniel

FINANCEMENT DISPONIBLE



Si vous êtes persuadés que Serge Laprade est l'inventeur du travail à la chaîne, il est peut-être temps de faire une visite au Musée.

L'exposition Travailler : nouveau mode d'emploi

Du 15 septembre 1993 au 13 mars 1994, laissez-vous apprivoiser par les développements technologiques qui transforment sans cesse le monde du travail. Suivez la chaîne de cette évolution effrénée qui implique une nouvelle définition de la place du travailleur.

Le Musée de la civilisation est subventionné par le ministère de la Culture.



L'AVENTURE HUMAINE

Fédération des cégeps
Commanditaire de l'exposition

S a n t é f i n a n c i è r e

Comment diversifier son portefeuille pour qu'il porte fruit sans pépin.



Les nouvelles parts permanentes Desjardins: des avantages alléchants!

1. Rendement avantageux.
2. Taux d'intérêt fluctuant mensuellement, ce qui permet de suivre l'évolution du marché.
3. Admissibles au REER et à tous les autres produits de retraite Desjardins.
4. Valeur nominale stable.
5. Durée du placement sans échéance fixe: gestion souple.
6. Rachetables à certaines conditions et transférables (renseignez-vous à votre caisse).
7. Aucuns frais reliés à l'achat ou à l'administration, sauf lors d'un transfert et du remboursement.
8. Maximum d'achat illimité.
9. Minimum d'achat de 100 \$ par membre.
10. Services gratuits du représentant du courtier dans les caisses participantes.

Émission limitée par caisse.
Rendement en 1992: jusqu'à 9.5 %*

* Rendement maximum au cours de l'année 1992. Cependant, le rendement de l'année 1993 pourrait être différent.

126 000 membres détiennent déjà des parts permanentes Desjardins.

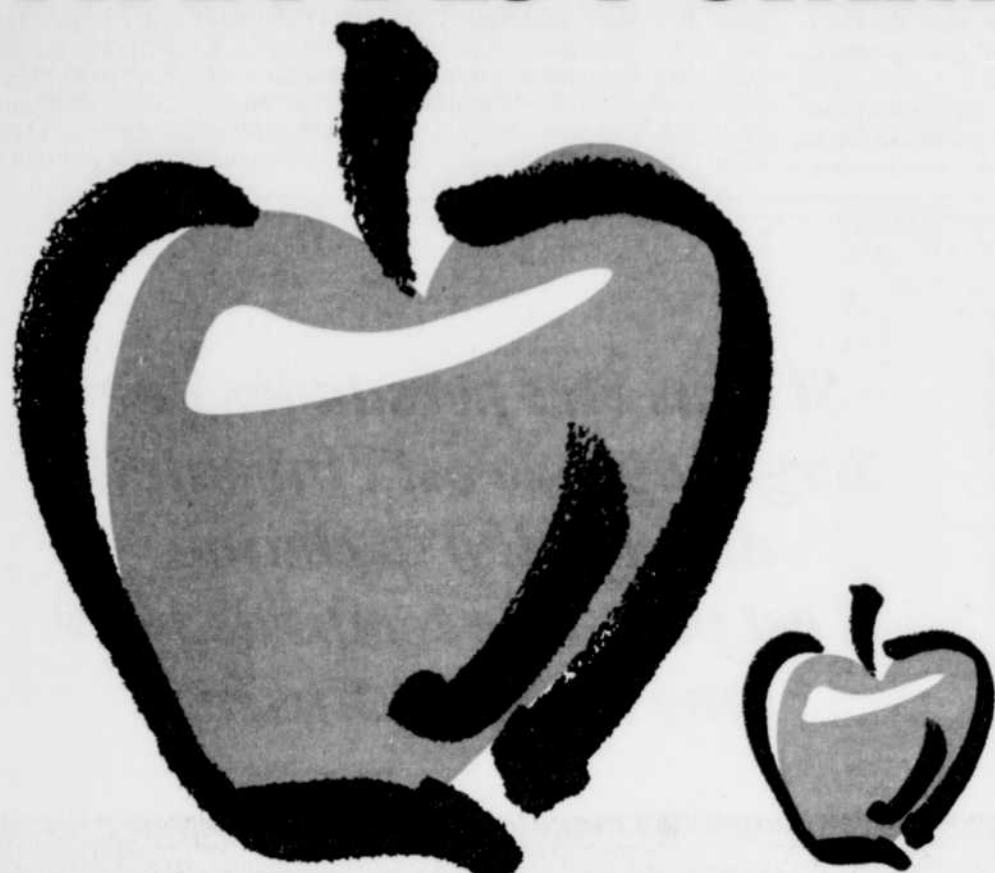
PARTS permanentes Desjardins

Émission 1993

Les Services d'investissement Trustco Desjardins inc.

Desjardins L'incroyable force de la coopération.

COMPARONS DES POMMES AVEC DES POMMES



ABONNEMENT DE SKI DU MONT SAINTE-ANNE

- Accès aux remontées mécaniques de la 1^{re} station de l'est du Canada
- 625 mètres de dénivellation, 205 de plus que le plus proche concurrent
- 60 km de pistes, 32 km de plus que la deuxième montagne de la région
- 50 pistes, 25 de plus que la plus importante station rivale
- 51 km de pistes avec enneigement artificiel, 26 de plus que toute autre station de la région
- La seule télécabine dans l'est de l'Amérique
- **NOUVEAU** 35 pistes ainsi qu'une aire de jeu pour la planche à neige
- Accès aux télécabines 12 mois par année
- **NOUVEAU** Accès aux 200 km de pistes de vélo de montagne
- **NOUVEAU** Système de billet « Skidata », mains libres et accès rapide
- **NOUVEAU** Accès aux sentiers de randonnée pédestre
- **NOUVEAU** Ski à 1/2 prix au Massif de la Petite-Rivière-Saint-François, sur semaine
- **NOUVEAU** Clinique gratuite de ski (2 heures)
- **NOUVEAU** Abonnement de 2 ans à la revue Ski

Du ski à volonté,
pour environ

20\$
/jour-ski!*

-10%
RÉDUCTION
SUR LE PRIX RÉGULIER
DE L'AN DERNIER!
L'offre d'abonnement se termine le 14 novembre 1993.
À partir du lundi 15 novembre 1993,
les prix de pré-vente seront majorés de l'ordre de 5%.

**CARNET-RABAIS
ET GRATUITÉS**
150\$
À l'achat d'un abonnement de ski,
obtenez des rabais de 150\$ et plus sur une foule
de services et produits au Mont-Sainte-Anne,
ainsi que dans les magasins Sports Experts participants.

**PARC
DU MONT-
SAINTE-
ANNE**

Renseignez-vous
sur nos quelque
30 formules
d'abonnements!

Ligne Info-Abonnement:
826-SKIS

Si interurbain:
1 800 567-SKIS

ÉTABLISSEMENT
DU MONT-
SAINTE-ANNE
Sépaq

* Basé sur la fréquentation moyenne des abonnés selon les statistiques de fréquentation de 1992. TPS et TVG en sus.

A-14 -

Québec, Le Soleil, samedi 25 septembre 1993



Béland confirme lui-même qu'il n'est pas en lice au PLQ

LÉVIS (d'après PC) — Claude Béland, président du Mouvement Desjardins, a mis fin hier aux rumeurs concernant sa candidature à la direction de Parti libéral du Québec.

Par voie de communiqué, M. Béland explique qu'il n'est pas intéressé par la direction du PLQ : « Ce sont plutôt des membres influents de ce parti qui se sont intéressés à ma candidature.

« Pourtant, ce n'est un secret pour personne : je suis de ceux que l'échec de l'Accord du lac Meech et les travaux de la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec ont marqués. Bien que je puisse concevoir une éventuelle entente éga-

litaire Québec-Canada si nos partenaires canadiens manifestaient une volonté en ce sens — au sein d'une véritable confédération, par exemple — j'ai acquis la conviction personnelle qu'il n'était pas raisonnablement possible d'y arriver sans d'abord accéder à la souveraineté et tendre ensuite vers un arrangement politico-économique avec nos voisins plutôt que de procéder à rebours, à partir du statu quo actuel. En ce sens, je me suis toujours accommodé de la vision du Parti québécois ou de celle du Parti libéral du Québec lorsqu'il a

adopté le rapport Allaire, d'autant plus qu'ayant conservé ma liberté d'expression, je ne suis membre d'aucune de ces formations politiques.

« Que des dirigeants du Parti libéral du Québec m'approchent aujourd'hui pour que je m'inscrive dans la course qui désignera leur chef m'étonne... Tous ceux-là cherchent maintenant un chef en qui ils se reconnaissent.

« Je ne serai pas celui-là. Je suis déjà engagé dans un poste que j'aime et qui accapare toutes mes énergies, dans un mouvement coopératif qui porte déjà en lui-même son projet de société et qui oeuvre, lui aussi, pour assurer le développement harmonieux du Québec. »

Rattrapage scolaire Les assistés exigent que Bourbeau retire sa directive

QUÉBEC — Le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation et le Front commun des personnes assistées sociales du Québec exigent le retrait d'une directive du ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, M. André Bourbeau, qui restreint le nombre de participants à la mesure de rattrapage scolaire.

LE SOLEIL

Encore une fois, disent les représentants des deux organismes, le ministre pose un geste qui contredit son discours. Il incite les assistés et les chômeurs à retourner aux études pour avoir plus de chances de se trouver un emploi et il diminue le nombre de places dans le programme de rattrapage scolaire.

Selon Mme Claudette Champagne du Front commun, l'application de cette directive signifie une baisse radicale de 10 000 par mois

du nombre de participants au programme de rattrapage scolaire.

Selon cette directive, les personnes qui retournent s'alphabétiser devront faire 80 heures minimum d'études par mois au lieu de 60. Mme Maryse Perreault, du regroupement des groupes populaires, croit qu'un apprentissage trop rapide entraînera de nombreux abandons et fera vivre aux participants de nouveaux échecs. Elle dénonce également le fait qu'une personne qui abandonne des études devra désormais attendre deux ans au lieu de neuf mois avant d'être admissible au programme de rattrapage scolaire.

Rapport inutile

QUÉBEC (PC) — « Je ne vois absolument pas l'utilité d'un document comme celui expliquant la nouvelle politique du gouvernement libéral en matière de condition féminine.

Les 135 engagements qu'on y retrouve ne contiennent rien de concret, à tel point que ça peut être drôle à lire. Ça grossit un cahier et on se perd dans les dédales. Les femmes ne gagnent rien dans cette nouvelle politique. »

C'est de cette manière que la critique péquiste en matière de condition féminine, la députée Denise Carrier-Perreault, a commenté le dépôt, jeudi, du document de la ministre déléguée à la Condition féminine, Violette Trépanier.

L'AUTOMNE

*excellente période
pour les plantations*

25% à 50%
de rabais
sur tous les végétaux d'extérieur

ARBRES ORNEMENTAUX	ARBRES FRUITIERS	PLANTES À HAIES
Plusieurs variétés en pots ou en mottes	Pommiers Pruniers Cerisiers Poiriers	Très grand choix de plantes à haies Plusieurs variétés disponibles
	CÈDRES À HAIES Cultivés En pots et sauvages	
	ARBUSTES À FLEURS Très grand choix pour vos rocailles et vos plates-bandes	

PÉPINIÈRE MORALDO

ET FILS INC.

Un seul nom et trois adresses :

LEBOURGNEUF (CHARLESBOURG-OUEST) 1300, boul. Saint-Joseph 628-9440	SAINTE-FOY (limites de Cap-Rouge) 4078, chemin Saint-Louis 656-6539	SAINT-AUGUSTIN 180, route 138 878-3808
---	--	--

BOTANIX

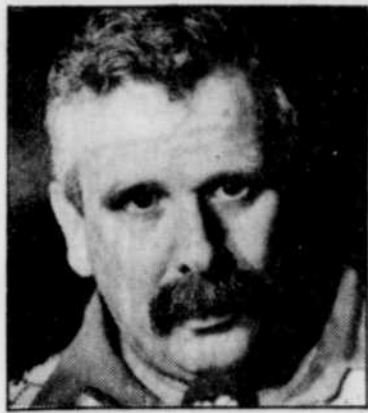
Les Gaspésiens fustigent l'animateur André Arthur

GASPÉ — Les Gaspésiens fustigent sévèrement l'animateur de radio André Arthur, de Québec, pour son indécence envers leur député et ministre des Finances, M. Gérard D. Levesque. Ils trouvent déplorable que l'animateur de CHRC se serve de la maladie de M. Levesque pour tenir une séance de défoulement collectif radiophonique et réclament donc l'intervention du CRTC.

par MARIE-LISE DIONNE
collaboration spéciale

La stupeur est venue de M. Jean-Guy Poirier, préfet de la MRC de Bonaventure, château-fort de Gérard D. Levesque depuis plus de 36 ans. M. Poirier se trouvait dans la Vieille Capitale il y a deux semaines et a entendu les invectives d'André Arthur et de ses auditeurs à l'égard de M. Levesque affecté par un cancer du colon. L'animateur aurait notamment comparé M. Levesque à un agonisant irresponsable et entêté, et tenu d'autres propos de cet ordre. Certains auditeurs ont par la suite renchéri.

« C'est ignoble, c'est scanda-



André ARTHUR

leux de s'attaquer à un homme déjà par terre, a déclaré M. Poirier, hier : il faut savoir faire la différence entre le politicien et l'homme. »

Au cours de leur assemblée annuelle, hier à Grande-Vallée, les membres du conseil d'administration du Conseil régional de développement Gaspésie-Les Îles (CRD) ont donc résolu de porter plainte auprès du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC). « On veut que le CRTC prenne ses responsabilités et qu'il tranche. On ne doit pas laisser passer ce genre de choses, c'est épouvantable », a dit M. Jean-Guy Poirier encore secoué d'avoir entendu tant d'injures pour un seul homme.

Selon le Conseil du Trésor

La balle est dans le camp des syndicats

MONTREAL (PC) — La balle est dans le camp syndical, estime le Conseil du Trésor, après une semaine qui a vu un des quatre syndicats recommander à sa base de rejeter la proposition du ministre Daniel Johnson. « Nous attendons le prochain signe », disait hier le porte-parole du ministre, Martin Geoffroy.

Le Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ) affirmait mercredi que la loi 102, restreignant les dépenses du secteur public, s'avère plus dure (que pour les autres syndicats) envers ses 45 000 membres et doit être rejetée; les syndiqués du SFPQ doivent voter à compter de lundi.

Tout en maintenant un gel des salaires pour deux ans et une réduction de 1 % de la masse salariale, la proposition du 17 septembre de M. Johnson incluait des aménagements de divers ordres.

Ailleurs dans le front commun qui a maintenu le contact avec M. Johnson en septembre, la FTQ favorise une reprise de la négociation dans les meilleurs délais, en acceptant la proposition; ces

quelque 45 000 syndiqués doivent voter d'ici trois semaines.

Si les discussions avec l'employeur permettent d'aménager des clauses de la loi 102, ce sera tant mieux, analyse la FTQ. À Québec, Daniel Giroux, du Syndicat des professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ), signale que « notre position est nuancée ». Le Conseil du Trésor ne bouge pas sur les points salariaux « mais il y a des aspects positifs » comme l'ouverture par M. Johnson de la discussion sur le droit de grève.

À la CEQ, qui poursuivait jusqu'à hier soir son conseil général, à Laval, la présidente Lorraine Pagé scinda dès jeudi la proposition Johnson : refus d'accueillir le ministre qui voudrait « moduler » conjointement la sévérité

de la loi dans ses aspects salariaux, accord pour la portion qui ouvre la négociation sur le droit de grève et ses composantes.

■ Appel contre les juges

MONTREAL (PC) — Le Conseil du Trésor et le ministère de la Justice étudient la possibilité d'en appeler du jugement de la cour supérieure qui conclut que de faire payer les juges pour leur espace de stationnement porte atteinte au principe de l'indépendance de la magistrature. Grâce à la décision rendue jeudi, les juges pourront de nouveau stationner gratuitement dans les palais de justice de la province.

Teenflo

PARIS

Les plus beaux
tailleurs
dans les plus
beaux tissus



chez

OCLAN



Le prêt-à-porter pas banal
67½, Petit-Champlain
(418) 692-1214

Cheminement de CARRIÈRE

- Bilan professionnel
- Évaluation de potentiel
- Profil d'emploi
- Retour aux études
- «Burn-out»
- Problèmes d'adaptation

Hélène Matte psychologue
525-8861

Conférence La Loi d'Évolution des Ames



Enseignements spirituels avec documents visuels

par V. Satyananda et V. Ekta Ph.D.,
du Kshetram de l'AUMISME

à Québec

le 28 sept. à 19 h 30

Plaza Universel
3031, boul. Laurier

Entrée 15 \$

Réservation obligatoire

Appel sans frais

1-800-665-6121

Conférence AVILEX

QUÉBÉCOIS EN FLORIDE

Avant de partir...
protégez vos biens !

Conférencier :

Me LOUIS SIROIS

Directeur associé AVILEX

SUJETS :

- Testament québécois - américain
- Planification successorale
- Achat d'une propriété en Floride

JEUDI 30 SEPTEMBRE 1993
À 17H30

HÔTEL DES
GOUVERNEURS
SAINT-FOY

3030, boul. Laurier
Saint-Foy
Salle Jacques-Cartier

Pour réservation :

M. Denis Blanchard au
(418) 688-7329



«La mode, c'est à l'intérieur de soi qu'on la découvre, on n'a qu'à s'écouter.»

Maude Perreault, Importations Perreault

La mode automnale est arrivée et le centre commercial idéal pour toute la famille, c'est les Galeries de la Capitale.

Plus de 230 marchands vous accueillent chaleureusement. Magasiner aux Galeries c'est agréable et le stationnement est si facile.



LES
GALERIES DE LA CAPITALE
- MODE ET MERVEILLES -

UTILISEZ NOTRE LIVRET DE BONS DE RÉDUCTION ET ÉCONOMISEZ!

ÉDITORIAL

Et à quoi sert la campagne électorale ?

Lorsque plus tôt, cette semaine, Mme Kim Campbell a prétendu qu'une campagne électorale est le « pire moment possible » pour discuter d'un sujet aussi sérieux que la réforme des programmes sociaux au pays, elle a inquiété bien des Canadiens.

En démocratie, à quoi peut bien servir une campagne électorale sinon à discuter des questions importantes pour l'avenir des citoyens et du pays ? Les millions de dollars que coûte cet exercice de relations publiques avant chaque élection devraient d'abord permettre d'informer les contribuables des enjeux.

Ceux qui doivent voter attendent de chaque formation politique qu'elle soumette au moins un programme qui décrive clairement ses priorités et les moyens qu'elle prétend utiliser pour atteindre ses objectifs.

Hier, celle qui veut devenir la première femme élue au poste de premier ministre du pays a bien tenté de réparer les dégâts causés par ses propos et la diffusion qui en a été faite, mais il était un peu tard. Sa dernière gaffe a semé un malaise que ses adversaires se sont empressés d'exploiter.

Parce que Mme Campbell, depuis qu'elle a entrepris de diriger le pays, a souvent répété qu'elle inaugurerait une nouvelle manière de faire de la politique. Par exemple, en parlant franchement de la gravité du déficit national et des sacrifices qu'il imposait « aux Canadiens et Canadiennes ».

Or, éviter, comme elle a tenté de le faire, de discuter des questions qui risquent de soulever la controverse, cela ressemble aux méthodes traditionnelles qu'elle prétendait changer. Pire, l'exploitation faite de ses propos laisse entendre qu'elle doute des aptitudes du public à comprendre un dossier compliqué. Il lui faudra bientôt s'interroger sur la compétence des politiciens et leur talent pour s'expliquer clairement.

Évidemment, certaines vérités ne sont pas bonnes à dire ni douces à entendre, pendant une campagne électorale. Surtout quand elles touchent les dossiers économiques et leur relation avec les problèmes sociaux.

La réduction du déficit et surtout, la relance de l'économie qui devrait plus l'amorcer qu'en dépendre, restent au coeur des discours de Mme Campbell. Pourtant, celle-ci n'a pas encore réussi à dire aux contribuables quelle formule magique elle utiliserait pour réaliser ce qui lui semble devenu la quadrature du cercle.

Que de profondes transformations soient envisagées pour l'ensemble des programmes sociaux du pays, tout le monde le sait depuis longtemps. Bernard Valcourt, en héritant du superministère des Ressources humaines, n'en a jamais fait un mystère.

Au contraire, la réforme de l'assurance-chômage amorcée bien avant les élections indique bien dans quelle direction le gouvernement conservateur se dirige. Alors pourquoi feindre la surprise et l'étonnement lorsque les médias font état d'indiscrets documents de travail issus des officines gouvernementales ?

Mme Campbell a profité d'une certaine sympathie du public pour ses maladroites qu'on imputait à l'inexpérience. Son entourage doit reconnaître que ce temps est révolu et lui fournir, loyalement, les bonnes réponses aux questions que, désormais, l'électorat posera. Sinon, son passage au bureau du premier ministre n'aura vraiment été qu'un « emploi d'été ».

MARTINE R.-CORRIVAUT

Réplique

Hydro proteste

par GUY VERSAILLES
(Lettre à Michel Audet, éditorialiste)

Dans votre éditorial concernant le Programme d'installation directe (PID) d'Hydro-Québec, vous prêtez à Hydro-Québec de sombres visées en sautant tout de suite aux pires conclusions.

Il n'a jamais été question pour Hydro-Québec de « gérer la température de la chambre à coucher ou l'heure de la douche » et dans tous nos contacts avec les médias concernant ce programme, nous avons toujours été extrêmement précis : c'est au consommateur que doit revenir le choix ultime de consommer ce qu'il veut, quand il le veut.

Le rapprochement que vous faites avec le régime de l'ancien dictateur Ceausescu est franchement loufoque.

Revenons sur terre. Par le PID, Hydro-Québec veut offrir à tous ses clients résidentiels la possibilité de remplacer les thermostats actuels par des appareils plus précis, qui amélioreront leur confort tout en contribuant de manière significative à l'atteinte de notre objectif d'efficacité énergétique.

Comme ces appareils ont une vie utile pouvant facilement atteindre 20 ans, il nous semble logique de considérer les développements futurs de la technologie afin de ne pas installer des appareils qui deviendraient désuets au bout de quelques années.

D'où notre intention d'explorer les possibilités de les

rendre compatibles pour utilisation par un système domotique. Ces systèmes domotiques pourraient éventuellement être mis en réseau si les résidents du foyer y consentaient — exactement comme c'est le cas aujourd'hui avec le téléphone ou le câble — ce qui permettrait à Hydro-Québec d'offrir un meilleur service à moindre coût, sans aucunement compromettre le contrôle ultime que doit conserver chaque consommateur sur sa propre consommation.

Depuis des années, on accuse Hydro-Québec de ne faire aucun effort sérieux en vue de rationaliser l'usage de l'électricité. Vous voyez maintenant une logique de pénurie derrière un programme dont l'objectif est d'améliorer le rendement global de notre système de production et de distribution d'électricité, pour le plus grand bénéfice de nos clients.

Le PID a dû être dévoilé prématurément, puisque les journalistes s'approprièrent à en parler. Nous avons dit et répété que ce programme ne sera prêt dans tous ses détails que le 9 décembre, date à laquelle il nous fera plus que plaisir de répondre à toutes vos questions.

D'ici là, nous espérons avoir droit, à tout le moins, au bénéfice du doute, sinon à une ouverture d'esprit nettement plus grande que celle dont témoigne votre éditorial.

M. Versailles est chef du service des Relations avec les médias à Hydro-Québec.

LE SOLEIL

Président du conseil d'administration:
PIERRE DES MARAIS IIÉditeur adjoint et rédacteur en chef
J.-JACQUES SAMSONVice-président exécutif:
DENIS CLICHEPrésident et Éditeur:
ROBERT NORMANDDirecteur de l'information:
ANDRÉ FORGUESDirecteur de l'édition:
MICHEL AUDETALORS M. PARIZEAU ÇA S'EN
VIENT LE PARLEMENT
À L'ITALIENNE?

Le mythe de Paul « Hache » Gobeil

La chronique de
Michel

DAVID

Il y a une dizaine d'années, Jacques Parizeau avait coutume de dire qu'un ex-ministre des Finances n'avait aucune chance de devenir premier ministre. Tant pis pour lui s'il avait raison. En tout cas, Paul H. Gobeil devrait se réjouir que son rêve d'accéder aux Finances ne se soit pas réalisé. Il est parti en boudant, mais il demeure associé à l'âge d'or du régime Bourassa, phase 2.

À bien y penser, il n'a pas accompli de si grands exploits lors de son assez bref passage au Conseil du Trésor, encore moins aux Affaires internationales, mais dans l'esprit de nombreux libéraux et gens d'affaires, il est devenu une sorte de mythe qui a été soigneusement entretenu. Le rapport qui porte son nom n'a pratiquement pas eu de suites, mais il tient lieu de bible à laquelle on se réfère constamment.

Marc-Yvan Côté a eu une remarque très juste, mercredi : « Paul a une certaine notoriété sur le plan de l'efficacité de gestion à l'extérieur du gouvernement, comme il s'en est fait une au gouvernement ». Il aurait pu dire : comme il s'en est « fabriqué » une, grâce à une conjoncture économique extrêmement favorable et une habile stratégie médiatique.

À l'automne 1985, on le présentait comme une des trois « vedettes » économiques de l'équipe libérale, avec Pierre MacDonald et... André Vallerand. Il arrivait de chez Provigo avec une réputation de dur et déjà on le destinait au Trésor. Il cultivait lui-même son personnage avec des phrases du genre : « Le malheur avec les sociétés d'État, c'est que plusieurs sont malades mais il n'en meurt pas souvent ».

En réalité, la lame de Paul « Hache » Gobeil était beaucoup moins affûtée que son discours. C'est surtout avec des artifices comptable qu'on a bouché le supposé « trou » de 1,5 milliard \$ laissé par le PQ. En 1986-1987, les véritables coupes tota-

saient environ 330 millions \$. En 1987-88, à peine 215 millions \$. Dans un contexte d'abondance, c'était finalement assez peu.

Quand on pense qu'à son arrivée, il parlait de réduire le déficit à zéro à l'intérieur d'un seul mandat de gouvernement ! À l'époque, il dépassait tout juste 3 milliards \$. L'an dernier, on frisait les 5 milliards \$. Bien sûr, il y a eu la récession. Et M. Gobeil n'est plus là. Heureusement pour lui.

À titre de président du Conseil du Trésor, il a mené la plus facile des rondes de négociations dans le secteur public qu'on puisse imaginer. Qui a quand même abouti à des augmentations salariales de 3,5 % pour l'année 1986, 4,28 % et 4,85 % pour les deux suivantes. De quoi faire rêver n'importe quel fonctionnaire !

Peu importe, l'image projetée était celle d'un gestionnaire intrinsèque et efficace. Pour son 44e anniversaire de naissance, le 1er mars 1986, son collègue Pierre MacDonald lui avait offert un tout petit gâteau avec un énorme couteau. Il manquait le cinquième du gâteau, l'équivalent de ce qu'il avait coupé dans les dépenses de fonctionnement des cabinets ministériels. Bien entendu, on s'est arrangé pour que ça se sache.

Le succès médiatique a été immédiat. En juin de la même année, mon prédécesseur à cette chronique, J.-Jacques Samson, consacrait M. Gobeil recrue politique de l'année. « Le président du Conseil du Trésor s'impose comme l'homme clé derrière Robert Bourassa », écrivait-il. En moins

de six mois, il était devenu la coqueluche du petit monde politique québécois.

Mais son coup de maître a été la parution, le 7 juillet 1986, du rapport sur la « révision des fonctions et des organisations gouvernementales », mieux connu sous le nom de rapport Gobeil. « La hache dans l'État », titrait LE SOLEIL le lendemain.

Les auteurs y proposaient l'abolition, le démantèlement ou la privatisation d'une centaine d'organismes et pas les moindres : Commission de protection du territoire agricole, BAPE, Conseil de la langue française, Radio-Québec, Régie du logement, etc. Une véritable « contre-révolution tranquille » programmée en 48 pages.

À peu près rien de ce qu'on trouve dans ce document n'a été retenu, mais il traîne toujours dans le décor. Tous les rapports sur la rationalisation des dépenses gouvernementales publiés depuis en ont fait leur point de départ.

M. Gobeil était le premier à savoir que son rapport était politiquement inapplicable, mais tel n'était pas le but. « Que ce soit appliqué à 1 % ou à 102 %, ça n'a pas d'importance. L'important, c'est qu'on y réfléchisse », disait-il. Il aurait pu ajouter : « Et qu'on se souvienne de moi ».

Ne vous y trompez pas : même s'il fait de l'argent comme de l'eau, ce gars-là rêve d'être un jour premier ministre. Son plaisir était évident, cette semaine, quand il a vu la meute des journalistes qui l'attendaient à son arrivée au gala de l'Ordre du Mérite agricole.

Pour y parvenir, il faudrait quand même qu'il se force un peu. Parce que s'il attend qu'on lui offre le poste sur un plateau d'argent, il va rester sur la tablette avec son rapport. D'ailleurs, Yvon Picotte a raison : quand on le relit au complet, c'est peut-être mieux comme ça.

Votre Opinion

La parité-escalade

(Lettre à M. Thierno Diallo du SOLEIL)

Dans l'édition du SOLEIL du 15 septembre 1993, vous signez un article à la page B-1 par lequel vous informez les lecteurs que la ville de Charlesbourg s'est entendue avec ses policiers mais, pas avec ses cols blancs et bleus qui, eux, devront subir les rigueurs de la loi 102.

Vous nous faites part des regrets du maire Ralph Mercier de n'avoir pu conclure une entente avec les cols blancs et bleus qui aurait eu comme conséquences pour ceux-ci un gel des salaires et des primes pendant deux ans et la récupération de 1 % de la masse salariale, ce que les policiers, dans leur magnanimité, ont accepté, et ce, avec seulement l'assurance qu'à partir de 1994, donc dans environ trois mois, « ils obtiendront la parité avec leurs collègues de Québec ». Là s'arrête votre article.

Pour ma part, j'en déduis qu'en raison d'une erreur d'impression votre article a été amputé du dernier paragraphe qui

nous aurait sans doute expliqué la signification de la « parité avec leurs collègues de Québec ».

Si tel n'est pas le cas, je suis convaincu qu'un journal de la trempe du SOLEIL se fera un devoir de compléter l'information et ne pas faire le jeu des politiciens qui, malgré leur honnêteté et leur intégrité, ont une vision des choses bien différentes de celle du commun des mortels dont je fais partie.

Ainsi, pour le commun des mortels, la parité entre des catégories de salariés (policiers, fonctionnaires, pompiers, athlètes professionnels) est carrément synonyme d'escalade, mais ce sont peut-être les politiciens qui ont raison... Encore une fois, nous, communs mortels, n'aurions rien compris.

Raymond Fontaine
Charlesbourg

Une hypothèse

Aussi farfelu que cela puisse paraître, j'émet l'hypothèse suivante :

Le 25 octobre prochain, un gouvernement fédéral majoritaire est élu, conservateur ou libéral, ça ne change pas grand-cho-

se à mes questions énoncées plus bas.

Le Bloc québécois fait élire 40 ou 50 députés pour défendre les aspirations du Québec à Ottawa.

Quel sera alors le comportement du nouveau gouvernement majoritaire vis-à-vis le Québec ? Quelle représentation ministérielle aurons-nous ? Quelles subventions fédérales pourrions-nous espérer en retour de nos impôts ? Les coupures budgétaires se feront-elles au détriment du Québec ?

J'ose espérer que le Parti conservateur et le Parti libéral nous donneront, au cours des prochains jours, une réponse claire à ces questions.

Gilles Côté
Beaumont

Forces et atouts

M. Louis-Guy Lemieux consacrait une chronique au dernier numéro de la revue *Forces* portant sur Québec et sa grande région, dans l'édition du SOLEIL du mercredi 15 septembre.

Chacun a droit à ses opinions. Je me dois cependant de corriger une affirmation concernant une des collaboratrices de ce numéro, Mme Maité Le Goff. M. Lemieux écrit : « On a acheté un article de la directrice des com-

munications de l'Assemblée nationale du Québec ». Or, Mme Le Goff a refusé toute rémunération pour son article, ainsi qu'elle nous en avait prévenus par lettre.

Ces précisions étant établies, je rassurerai M. Lemieux : non, *Forces* ne fait pas fausse route. Au lendemain de son 25e anniversaire, la revue poursuit comme auparavant son objectif de faire mieux connaître ici, mais aussi à l'extérieur (puisque nous pénétrons dans plus de 80 pays), nos réalisations et nos recherches, en misant d'abord sur les « forces », comme l'annonçait et l'affirme toujours notre titre.

Les citoyens de Québec et de la grande région qui l'environne nous feront-ils reproche d'avoir travaillé dans ce numéro à faire ressortir les atouts de leur milieu ? Et d'avoir choisi pour y parvenir des collaborateurs qui, comme l'écrit M. Lemieux, sont des « journalistes professionnels et spécialistes » (presque exclusivement de Québec, d'ailleurs) mais aussi, selon la formule de notre revue, des personnes en poste, des responsables de projets, de programmes ?

Marcel Couture, président et éditeur, revue *FORCES*

DOSSIER

Les Nations unies sont cassées comme un clou

□ La paye des employés incertaine pour octobre

QUÉBEC — Les Nations unies traversent une mauvaise passe. En plus d'être fauchées comme les blés au moment où, des quatre coins de la planète, on fait appel à ses pompiers casqués de bleu pour éteindre les feux, elles sont aussi critiquées comme jamais dans le passé. Les accusations sont de taille : gaspillage, vol, fraude, corruption et mauvaise administration.

par

Monique GIGUÈRE



Les charges, dont la plus puissante a été lancée dimanche dernier sur les ondes de CBS par Mike Wallace, animateur du *60 Minutes Show*, ne sont niées par personne au siège social de New York. Melissa Wells, la sous-secrétaire responsable de l'administration courante et de la gestion des Nations unies, en a même remis. « Les cas présumés de corruption sont encore plus nombreux que ce que vous en savez, a-t-elle rétorqué à l'animateur. Mais ce n'est pas moi qui vous mettrai au parfum. Jusqu'à ce que les faits soient rendus publics, ça ne regarde que moi. »

Mais d'importants bémoins ont été apportés par deux porte-parole du secrétaire général, MM. Joe Sills et Matthew Nerzig, piqués au vif par l'image d'incurie, d'indescriptible fouillis, véhiculée par cette émission de la plus puissante organisation internationale. « Comprenez-moi bien, je nie ni le gaspillage ni les allégations de fraude. Dans une bureaucratie de la taille des Nations unies qui emploie 6000 personnes à New York seulement, c'est inévitable. Mais ce sont des cas isolés. Ça n'a jamais atteint l'ampleur que lui prête *60 Minutes*. C'est une image fautive, tordue, injuste des Nations unies qui a été donnée. C'est absurde ! », a affirmé depuis New York Joe Sills qui a précisé que les cas de gaspillage et de corruption dont il avait été question à l'émission avaient été mis au jour par l'organisation elle-même et que des poursuites avaient été intentées contre les escrocs.

MM. Sills et Nerzig nient, par contre, plusieurs des allégations de l'animateur comme la politique de « non-licenciement » des Nations unies. « Ce n'est pas vrai que l'ONU ne congédie jamais person-

ne. Les contrats d'embauche comprennent six étapes et plusieurs contrats ne sont pas renouvelés », ont-ils précisé tout en reconnaissant cependant qu'il était pour le moins difficile de virer un employé qui avait décroché un contrat permanent.

Selon MM. Sills et Nerzig, les trois grands critères qui guident l'embauche aux Nations unies sont, premièrement, la compétence professionnelle, deuxièmement l'origine du candidat en vue d'une répartition géographique juste et équitable du personnel envers tous les États-membres et, troisièmement, l'importance de la contribution financière du pays et sa taille.

La présence d'employés-fantômes sur les listes de paye et la pratique de paiements effectués pour du travail non exécuté ont aussi été niées par les deux porte-parole de M. Boutros Boutros-Ghali, même si Melissa Wells avait laissé entendre, dimanche, que l'enquête se poursuivait de ce côté-là.

Quant aux dépenses somptueuses, le « Disneyland » onusien de Vienne et la construction d'un luxueux centre de conférences à Addis-Abeba, en Éthiopie, au coût de plus de 100 millions \$US, M. Sills a signalé que le Centre international de Vienne avait été bâti non par les Nations unies mais par le gouvernement autrichien et que, dans le cas d'Addis-Abeba, la décision avait été prise non par l'administration de l'ONU mais par l'Assemblée générale à la demande de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA).

Quoi qu'il en soit de l'incurie aux Nations unies, du milliard de pages de documents imprimés chaque année, certains avec quasi une décennie de retard, de l'équipement jamais débarrassé, des accusations de favoritisme et des contrats d'hélicoptères totalisant des dizaines de millions de dollars, ou encore du défaut de 172 des 184 États-membres à acquitter la totalité de leurs dus envers l'or-

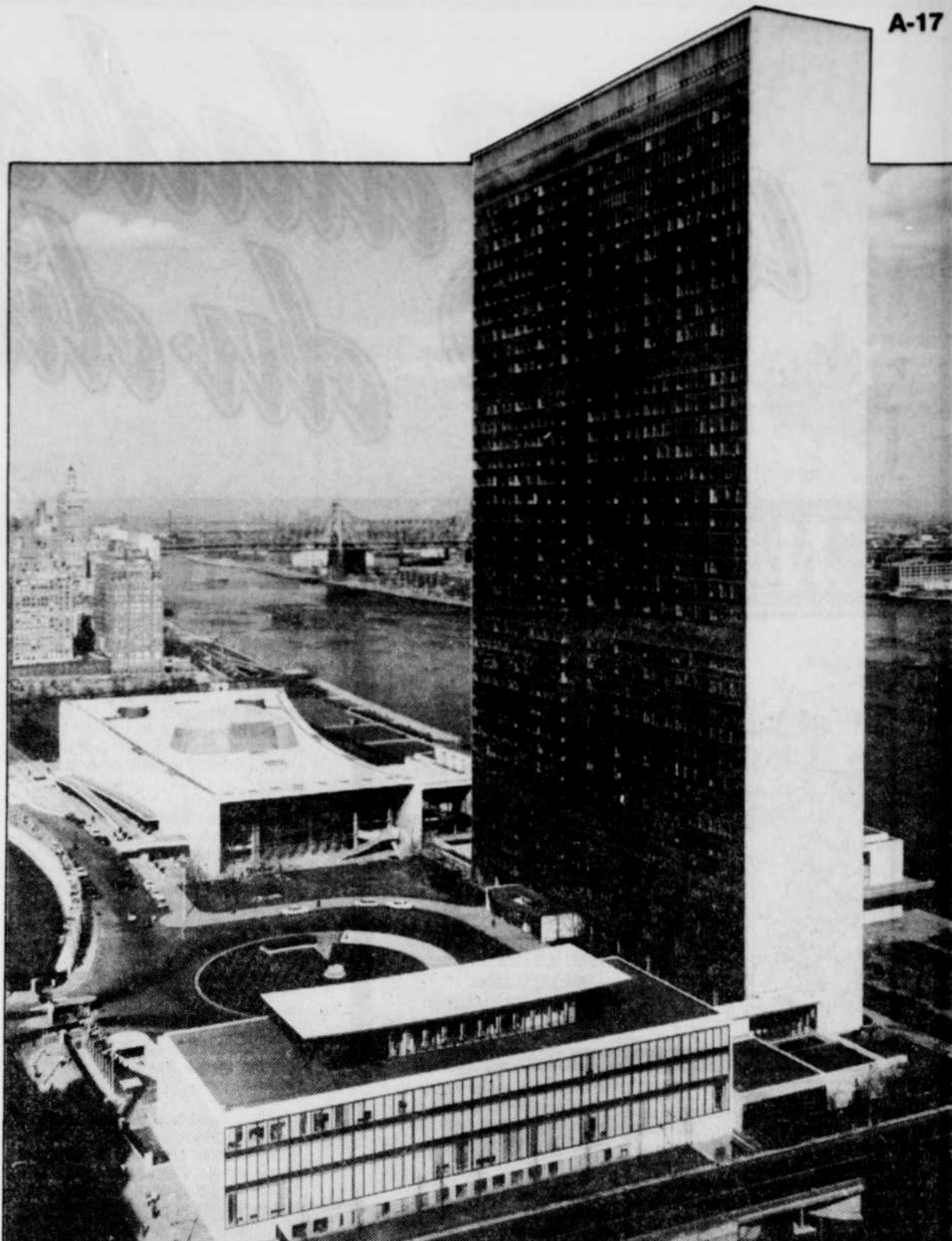
ganisation, un fait est sûr, l'ONU est cassée. Cassée comme un clou.

« Nous sommes complètement fauchés ! Le risque est réel qu'à la mi-octobre nous soyons incapables de verser les salaires aux employés payés aux 15 jours, au milieu et à la fin du mois. La situation financière de l'ONU est très, très serrée, très critique », ont insisté MM. Sills et Nerzig, précisant que la dette des États-membres envers l'organisation internationale atteindra les deux milliards à la fin du mois.

« Les États-Unis à eux seuls doivent un milliard », ont indiqué les deux porte-parole de Boutros-Ghali qui croisent les doigts dans l'espoir que, fidèle à son habitude, le plus gros « contribuable » de l'ONU avec 25 % du budget régulier et 31 % des coûts de maintien de la paix fera un paiement en octobre. À la décharge des États-Unis, il faut dire qu'un milliard de dette, c'est moins que la moitié de la contribution annuelle de Washington qui doit jouer autour de 2,5 milliards.

Le budget total des Nations unies, qui friserait selon nos données les 8 milliards \$US bien que le chiffre de 10 milliards ait été avancé par Mike Wallace dimanche, se répartit comme suit : 1,2 milliard pour le budget régulier, quelque 2 milliards pour les 16 institutions spécialisées dont l'importante Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à Rome et 4,2 milliards pour les opérations de maintien de la paix. « À cause des arriérés des États-membres, l'ONU accuse des mois et des mois de retard dans le remboursement de leurs frais aux pays qui participent au maintien de la paix », a regretté M. Sills.

Après les États-Unis, les deux autres principaux bailleurs de fonds sont dans l'ordre le Japon avec 12 % du budget suivi de l'Allemagne avec 9 %. Le Canada, pour sa part, contribue pour 3,11 % au budget de l'ONU ou 200 millions \$ en 1993, soit 40 mil-



Les Nations unies dont le siège social est à New York emploient 6000 personnes. Mais seulement 12 des 184 États-membres de l'ONU sont en règle financièrement avec l'organisation. La dette des pays-membres atteindra 2 milliards \$ à la fin du mois.

lions au budget régulier, 60 millions aux institutions spécialisées et 100 millions aux opérations de maintien de la paix. « Le Canada paie toujours rubis sur l'ongle le premier jour de l'année. Quand c'est dû, c'est payé », a déclaré depuis Ottawa le porte-parole du ministère des Affaires extérieures, Denis Boulet, qui reconnaît sans pour autant s'inquiéter de la survie de l'organisation que « l'argent est un problème » aux Nations unies.

La ponctualité du Canada à verser sa quote-part n'est imitée que par 11 autres nations. « Seulement 12 des 184 pays-membres sont financièrement en règle avec l'ONU », ont indiqué MM. Sills et Nerzig qui expliquent que n'étant ni une corporation ni un individu, les Nations unies ne peuvent faire faillite. Les trois choses qui peuvent arriver sont les suivantes,

ont-ils précisé. La première, c'est le non-versement des salaires aux employés, situation appréhendée dès la mi-octobre. La deuxième, c'est l'abolition de certains services. Et la troisième, l'impossibilité de réaliser certains des mandats confiés à l'organisation par l'Assemblée générale des membres.

Les deux porte-parole du secrétaire général Boutros-Ghali reconnaissent aussi qu'à l'avenir les priorités devront faire l'objet d'études plus attentives et plus serrées. « Certains programmes de l'ONU sont jugés improductifs par certains des États-membres. Les choix de projets seront désormais beaucoup plus difficiles à faire. Il faudra consulter davantage », avouent MM. Sills et Nerzig qui ne croient pas pour autant l'existence même des Nations unies menacée. « L'ONU est devenue in-

dispensable. Les nations en ont trop besoin pour que sa pertinence soit remise en question », objectent-ils.

Cette opinion est partagée par Denis Boulet des Affaires extérieures à Ottawa. « Il n'y a aucune indication que l'ONU va disparaître demain et je ne crois pas que ce soit là le désir d'aucun pays sur la planète », a-t-il fait observer tout en admettant la nécessité d'une réforme générale et globale de l'organisation créée il y a 48 ans.

« Le rôle de l'ONU s'est accru avec le démantèlement du bloc de l'Est. L'organisation a besoin de réformes. Le Canada ne peut pas tolérer le gaspillage et pousser pour que des corrections soient apportées tant au niveau de la structure, de la définition des opérations que des lignes hiérarchiques », a précisé M. Boulet.

ÉLECTIONS '93

L'Ontario est séduite par le Reform Party

Le virus réformiste se propage

OTTAWA — La salle du Opera House était pleine à craquer. On a même dû refuser l'entrée à 300 personnes.

une analyse de SUZANNE DANSEREAU de la Presse Canadienne

Ils étaient plus de 1000 à l'écouter, comme on écoute un précheur de la bonne nouvelle. Et à toutes les deux minutes, la foule l'ovationnait.

Non, le chef du Reform Party Preston Manning n'était pas dans l'Ouest canadien : il était en Ontario, dans une petite communauté rurale appelée Orillia, située dans le comté de Simcoe-North, un château-fort conservateur représenté à Ottawa par le puissant ministre Doug Lewis.

La popularité de M. Manning commence à faire peur en Ontario. Pas seulement aux conservateurs mais aux libéraux et aux néo-démocrates aussi.

Pour les organisateurs du Reform Party, c'est la gloire : « enfin, nous allons prouver que nous ne sommes plus un parti marginal de l'Ouest », lance le directeur exécutif du parti, M. Gordon Shaw.

La tournée que a emmené M. Manning dans le cœur de l'Ontario en fin de semaine dernière — sa deuxième depuis le déclenchement des élections — s'est tellement bien déroulée que les organisateurs du parti veulent maintenant envoyer leur chef dans le nord de la province, à Sault Ste. Marie, à Thunder Bay et à Sudbury, où il pourrait faire

des gains, là aussi.

Tout à coup, on se rend compte que le Reform Party, non seulement aura un impact considérable, mais pourrait gagner jusqu'à cinq ou 10 sièges dans cette province où on prédit un balayage libéral.

Il semble que l'intérêt vienne non seulement des conservateurs désabusés, mais aussi des travailleurs, pas nécessairement politisés, qui en ont marre des promesses miraculeuses du NPD et des libéraux.

Le Reform à Oshawa ?

Dans la ville ouvrière de Oshawa — dans la circonscription que représentait l'ancien chef néo-démocrate Ed Broadbent, où les électeurs sont en grande partie des syndiqués de l'automobile —, le parti de M. Manning fait une percée.

Le candidat local, Andrew Davis, vient d'envoyer une lettre à tous les membres de la section locale 222 du Syndicat des travailleurs canadiens de l'automobile (TCA) pour les inviter à examiner les options du Reform Party. C'est le même syndicat qui, en juin dernier, a décidé de couper ses liens avec le NPD provincial.

Mécanicien chez General Motors, Martin Cook déclare : « On pense d'abord à nos jobs. On veut que GM reste à Oshawa. Or, il faut bien se rendre compte que ce n'est pas avec les politiques

économiques du NPD que GM sera tenté de rester. Nos chances sont meilleures avec le Reform. »

Lorsque M. Manning s'est rendu à Oshawa, au début de la campagne, il a donné une conférence de presse. « Maintenant, c'est le drapeau du Reform Party qui flotte au-dessus du bureau de M. Broadbent », a-t-il lancé, conscient de la force des symboles.

Le parti est en excellente santé en Ontario. En 1991, lorsqu'il a décidé de prendre de l'expansion dans cette province, son membership a rapidement grimpé à 8000 personnes. Aujourd'hui, selon les chiffres fournis par M. Hutchinson, le Reform Party compte près de 30 000 membres ontariens. C'est plus que le nombre de membres du NPD provincial de Bob Rae.

Alors que les campagnes de Chrétien, Campbell et MacLaughlin connaissent parfois des ratés, celle de Manning prend de la vitesse.

Finis les partis traditionnels

Beaucoup d'Ontariens sont frustrés par les partis traditionnels.

Leur économie va mal, le chômage a triplé depuis la dernière élection fédérale et ils ont perdu confiance.

M. Manning table sur cette insatisfaction.

À Orillia, par exemple, il a promis un gouvernement « qui ne sera pas à la merci des groupes d'intérêts, des élites, des hommes d'affaires, des médias et du « political correctness ».

Il a promis de mieux représenter les intérêts régionaux. Et, bien entendu, de faire un vrai ménage dans les finances publiques, avec son plan d'élimination du déficit en trois ans.

Son discours, toutefois, se veut de moins en moins à droite. Lorsqu'il s'attaque à l'immigration, au bilinguisme ou au féminisme, il le fait par sous-entendus, jamais directement.

Le Québec

M. Manning ne parle plus contre le Québec. Au contraire, il promet de présenter des candidats dans cette province, lors des élections qui suivront celles du 25 octobre.

Il paraît maintenant embarrassé lorsqu'on débattre contre les immigrants. À Orillia, lorsqu'une femme de 35 ans lui a demandé de faire quelque chose contre « ceux qui viennent ici, violent nos sociétés, notre argent et qui prennent nos jobs », M. Manning a poliment répondu qu'il fallait faire attention, que l'immigration est une bonne chose si elle se justifie au plan économique.

Tout porte à croire que le Reform Party veut se construire une image démocratique, respectable, de centre-droite, pour aller chercher le plus d'électeurs possible en Ontario.

C'est à surveiller : le profil électoral de la plus importante province du Canada risque d'en être bouleversé.

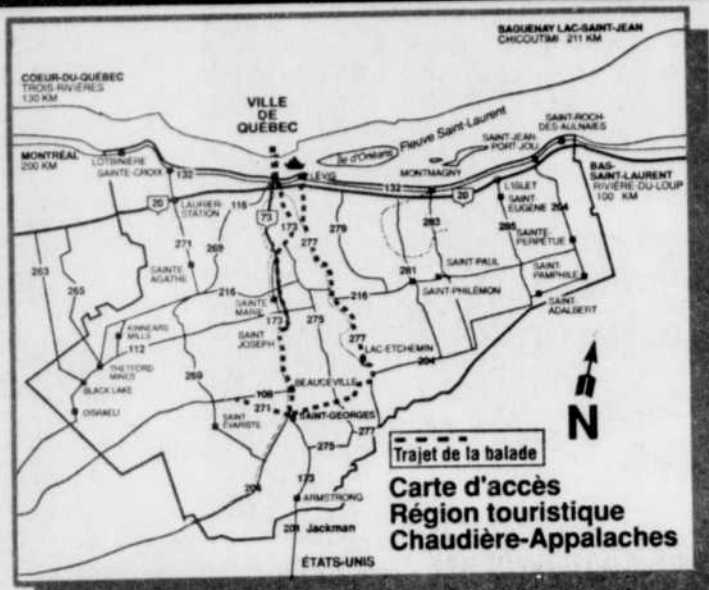


Le chef du Reform Party Preston Manning, le « précheur » politique de cette campagne, est en train de gruger, en Ontario, l'électorat du NPD et celui des conservateurs. On lui prédit jusqu'à dix députés dans cette province.

Les Balades du dimanche



EN CHAUDIÈRE-APPALACHES



Pour cette seconde balade du dimanche, nous vous suggérons de parcourir les vallées de la rivière Chaudière et Etchemin. Tout au long de votre balade, vous découvrirez la plaine du Saint-Laurent et les paysages montagneux des Appalaches, en passant par les décors bucoliques de la vallée de la Chaudière.

Pour agrémenter votre circuit, nous vous proposons de répondre correctement à 4 des 8 questions d'observation contenues dans le coupon de participation inclus dans cette page. Vous pourrez ainsi gagner un séjour pour 2 personnes au Manoir Lac-Etchemin. Bonne Balade!

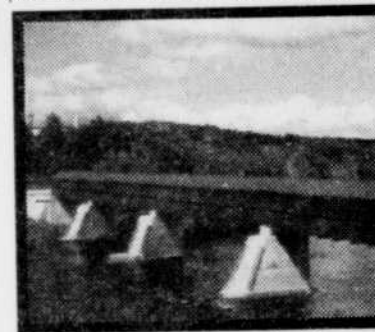
Dans le journal de samedi prochain, nous vous suggérerons une balade sur la Côte-du-Sud. Pour plus d'information, contactez l'Association touristique Chaudière-Appalaches au (418) 831-4411.

LA VALLÉE DE LA CHAUDIÈRE

Le village de Scott marque le début de la zone Beauce-Appalaches. Au centre du village, un pont de fer, typique en Beauce, relie les deux rives de la rivière Chaudière. Prenez la route qui vous inspire le plus; les deux côtés offrent des paysages magnifiques.

C'est à Sainte-Marie que l'on pénètre véritablement dans la vallée de la Chaudière. C'est d'ailleurs dans cette ville que sont nés les fameux petits gâteaux Vachon. Au 383, rue de la Coopérative, une jolie maison blanche à pignons fut le théâtre des premières fournées de gâteaux. Aujourd'hui, la maison de la famille Vachon est transformée en centre d'interprétation où des guides vous racontent avec empathie toute l'histoire de cette célèbre famille beauceronne.

Vous trouverez à l'intérieur une exposition présentant certains objets ayant appartenu à



Pont couvert, Notre-Dame-des-Pins

la famille ainsi que les moulins qui ont servi à cuire les premiers Jos-Louis. De plus, chaque pièce de la maison a été meublée dans le respect du décor de l'époque. (Ouvert de 9 h à 16 h 30)

Au 640, rue Notre-Dame Sud, le Musée des pionniers de l'aviation vous présente les grands moments qui ont marqué la carrière de pilotes d'avion ayant parcouru le Grand Nord Canadien durant les années 30. (Ouvert de 9 h à 17 h)

De part et d'autre de la vallée, soyez attentif à l'architecture des maisons, puisqu'il existe en Beauce plus de 30 styles architecturaux. En effet, tant les bâtiments de ferme que les résidences familiales présentent souvent des particularités fort intéressantes, voire même ingénieuses. Les granges carrées particulièrement présentes sur la rive ouest de la rivière ainsi que les maisons de bois arborant une fausse cheminée à chaque extrémité sont des découvertes que vous ferez durant votre parcours. Un conseil en passant... n'oubliez pas votre appareil photo, vous rapporterez certainement de magnifiques souvenirs...

En route vers Saint-Joseph, admirez le paysage bucolique marqué par les méandres de la rivière Chaudière. C'est étonnant de constater comment cette rivière sait se dresser avec fureur le printemps venu, malgré des airs de sagesse.

Sur la route 173, à la hauteur de Saint-Joseph, arrêtez-vous à la halte routière pour profiter d'un panorama exceptionnel et ainsi découvrir l'église, le presbytère, le couvent, l'orphelinat et l'école. Cet ensemble institutionnel, classé bien culturel, est à juste titre l'un des plus remarquables du Québec.

Le couvent est le principal élément de cet ensemble, puisqu'il abrite le Musée Marius-Barbeau (139, rue Sainte-Christine, ouvert ce dimanche, de 9 h à 16 h), qui vous propose de découvrir l'art,

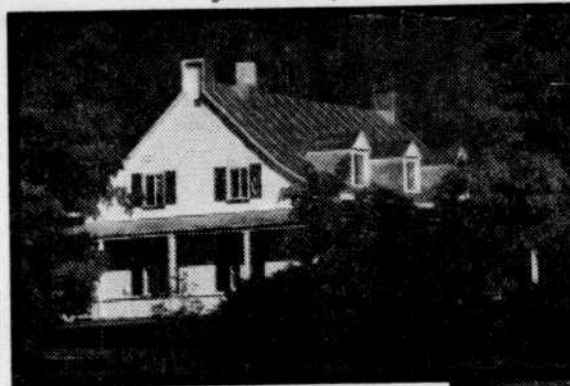
la culture et l'histoire de la Beauce et de ses habitants.

A une dizaine de kilomètres de Beauceville, ne manquez pas à Notre-Dame-des-Pins le plus long pont couvert du Québec (154 mètres). N'hésitez pas à vous balader à l'intérieur pour admirer sa structure de type «Town», témoin d'un mode de construction révolu.

Capitale industrielle de la Beauce, Saint-Georges possède un charme indéfectible. Ville très animée, elle offre toute une gamme de facilités d'hébergement qui en font un endroit de séjour idéal. D'ailleurs, si la fringale vous prend, les restaurants du Centre-Ville et des environs sauront très certainement vous rassasier avant de poursuivre votre route.

Le Centre d'art, situé au 11725, 3^e Avenue, présente l'année durant plusieurs expositions thématiques. Ce dimanche, des artistes-peintres exécuteront des murales extérieures sur le site du Centre où même les plus petits pourront mettre leur talent d'artiste à l'épreuve...

Sur la rive ouest, face à la rivière, remarquez l'imposante silhouette de l'église. Son architecture lui donne des allures de cathédrale. Dans la sacristie, vous pourrez admirer l'original de la sculpture de saint Georges exé-



Maison à fausse cheminée en Beauce

tée en 1912 par Louis Jobin. (L'église est ouverte de 9 h à 16 h).

De Saint-Georges, en empruntant les routes 271 et 108, il est possible de rejoindre les plateaux de la Haute-Beauce. Profitez d'une promenade pittoresque au cœur même des Appalaches, pour visiter l'Écomusée de la Haute-Beauce (ouvert ce dimanche de 10 h à 17 h) et découvrir un concept muséologique unique. Ayant comme point de départ le musée et centre régional situé à Saint-Evariste (45 minutes de Saint-Georges), l'Écomusée est un regroupement de sept petits musées dispersés sur le territoire. L'intérêt de cette visite est sans conteste la découverte du mode de vie de ces gens attachants de la Haute-Beauce, et ce, tout en admirant un paysage à couper le souffle. Du sommet des montagnes jusqu'au creux des vallées, de longues routes rectilignes s'étirent et vous conduisent vers des petits villages bien sympathiques.

VALLÉE DE LA RIVIÈRE ETCHEMIN

A l'est de la rivière Chaudière, la vallée de la Haute-Beauce (ouvert ce dimanche de 10 h à 17 h) et découvrir un concept muséologique unique. Ayant comme point de départ le musée et centre régional situé à Saint-Evariste (45 minutes de Saint-Georges), l'Écomusée est un regroupement de sept petits musées dispersés sur le territoire. L'intérêt de cette visite est sans conteste la découverte du mode de vie de ces gens attachants de la Haute-Beauce, et ce, tout en admirant un paysage à couper le souffle. Du sommet des montagnes jusqu'au creux des vallées, de longues routes rectilignes s'étirent et vous conduisent vers des petits villages bien sympathiques.

Samedi prochain, on vous attend pour la balade de la Côte-du-Sud.

Séjours d'automne
Profitez du rendez-vous annuel des couleurs pour faire un séjour dans la région. Contactez l'Association touristique Chaudière-Appalaches pour vous procurer gratuitement notre liste de forfaits. Vous y trouverez des forfaits à partir de 55 \$ par personne en occupation double incluant le coucher et le petit déjeuner.

rivière Etchemin vous amène dans un tout autre décor. Les reliefs plus accentués avoisinant le lac Etchemin s'estompent graduellement au fur et à mesure que l'on s'approche de la plaine du Saint-Laurent.

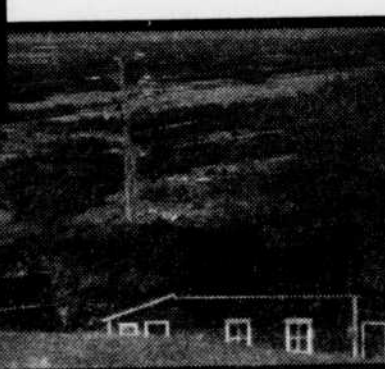
De Saint-Georges, empruntez la route 204 vers Saint-Proper, puis aux limites du village, faites un arrêt sur le site du futur Village des défricheurs. Une dizaine de bâtiments, encore en construction, relatent l'histoire des bâtisseurs de ce coin de pays.

Quelques kilomètres plus loin, au centre du village de Sainte-Rose, le magasin général, situé au 600, rue Principale, vous fera découvrir ses trésors. (Ouvert ce dimanche de 9 h à 17 h)

Poursuivez ensuite en direction de Lac-Etchemin; qui demeure sans conteste une destination de villégiature des plus pittoresques de la région Chaudière-Appalaches en raison de la beauté du plan d'eau et de ses nombreuses activités. L'écoparc situé en bordure du lac vous permettra d'admirer tout à loisir une plantation des essences arboricoles les plus caractéristiques de la forêt appalachienne.

La route 277 qui longe la rivière Etchemin vous offre une des belles voies panoramiques du Québec. Il faut circuler doucement dans la vallée de l'Etchemin et se laisser gagner par la mosaïque de ses paysages agricoles. Cette fresque multicolore défie sous vos yeux ponctuée de villages pittoresques et de ruisseaux où abonde la truite.

A Frampton, le site Christ's Church - Springbrook (route 216) est un des témoins de la culture anglo-saxonne en Chaudière-Appalaches. À l'automne la petite église blanche se détache du feuillage orangé des



Côte de la Crapaudière, Saint-Malachie

érablières environnantes. Charmés par tant de beauté, les immigrants irlandais ont choisi la région pour s'installer au début du siècle. Leur histoire est toujours bien vivante dans les villages voisins comme Saint-Malachie.

Une suggestion en terminant, n'hésitez pas à vous aventurer sur l'une ou l'autre des nombreuses petites routes que vous croirez tout au long de la balade. Certaines comme le rang de la Montagne ou de la Grande Grillade à Saint-Henri vous promettent des paysages éblouissants comme seule la région Chaudière-Appalaches sait offrir.

Samedi prochain, on vous attend pour la balade de la Côte-du-Sud.

CONCOURS LES BALADES DU DIMANCHE EN CHAUDIÈRE-APPALACHES

18 À GAGNER FORAITS SÉJOURS

À L'Auberge Manoir de Tilly

à St-Antoine-de-Tilly
(418) 886-2407

Au Manoir des Érables

à Montmagny
1-800-563-0200

Au Manoir Lac-Etchemin

à Lac-Etchemin
1-800-463-8489

D'UNE
VALEUR
TOTALE
DE

8000

CE DIMANCHE, 26 SEPTEMBRE 1993 À GAGNER

6 SÉJOURS AU Manoir Lac-Etchemin

À Lac-Etchemin

FORAITS SKI ALPIN 2 nuits
3 jours pour 2 adultes. Notre forfait
comprend le souper avec apéritif
et une bouteille de vin au repas, le
coucher en section régulière, le
déjeuner, 4 billets de ski alpin au
Mont Orignal.
Taxes incluses, service en sus.

Une valeur de 440 \$



POUR PARTICIPER

Répondez correctement à un minimum de quatre questions et faites parvenir le coupon de participation à :



Association touristique
Chaudière-Appalaches
800, autoroute Jean-Lesage
Bernières G7A 1C9

Le tirage aura lieu le vendredi 1 octobre 1993.

Les règlements sont disponibles à l'Association touristique Chaudière-Appalaches

COUPON DE PARTICIPATION

CE DIMANCHE, 26 SEPTEMBRE 1993

Balade Beauce-Appalaches

- Question**
Quel détail architectural remarque-t-on sous la véranda de la Maison J.A. Vachon à Ste-Marie?
- Question**
Quel est le thème de l'exposition à l'Écomusée de la Haute-Beauce à St-Evariste-de-Forsyth?

- Question**
Quel est le nom de l'artiste qui a réalisé l'œuvre à l'extérieur du Musée Marius-Barbeau à St-Joseph?
- Question**
Quelle date est inscrite à la porte du magasin général à Ste-Rose-de-Watford?

- Question**
Quelle inscription peut-on lire à l'entrée du pont couvert de Notre-Dame-des-Pins?
- Question**
Quel est le nom du parc municipal au centre-ville de Lac-Etchemin?

- Question**
Quel est le thème de l'exposition présentement en cours au Centre d'Art de St-Georges?
- Question**
Quel est le nom de la première fleur qui pousse au printemps à Frampton?

Nom: _____
Adresse: _____

Code postal: _____ Téléphone: _____

CEI
AUTOMNE
Viens nous voir!

UNE INVITATION DE:



LE SOLEIL

TELE 4

Pour information: (418) 831-4411



ASSOCIATION TOURISTIQUE
CHAUDIÈRE-APPALACHES

EN CHAUDIÈRE-APPALACHES